



Université d'Abomey-Calavi
(UAC)
ᏆᏆᏆ

Institut de Géographie d'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
(IGATE)
ᏆᏆᏆᏆᏆ

Master Intégration Régionale et Développement
(MIRD)
ᏆᏆᏆᏆᏆᏆ

Mémoire de MASTER

OPTION : Développement Local

Formation aux métiers agricoles et insertion professionnelle dans les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké : Rôles et responsabilités des acteurs

Présenté par :

ABOUBAKAR Zaratou épouse SEKO

Sous la direction de :

Dr. Ibouaïma YABI

Maître de Conférences CAMES

FASHS/UAC

Membres du jury :

Président : Dr Cyr Gervais ETENE

Rapporteur : Dr David BALOUBI

Examineur : Dr. Ibouaïma YABI

Soutenu le 25 / 02 / 2019

Mention : Très-bien

SOMMAIRE

DEDICACE.....	3
SIGLES ET ACRONYMES	4
REMERCIEMENTS	5
RESUME.....	6
ABSTRACT	6
INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE 1 : Cadre théorique de l'étude et approche méthodologique	9
1-1 CADRE THEORIQUE	9
1-2 Cadre géographique du milieu d'étude	11
1-3 Matériel et méthodes.....	19
CHAPITRE 2 : Rôles et responsabilités des acteurs impliqués dans la formation et insertion des diplômés des LTA.....	27
2-1 Rôles et responsabilités des acteurs impliqués dans la formation et insertion des diplômés des LTA.....	27
2-2 Présentation des différents centres de formations sur les métiers agricoles dans le Borgou et leurs spécialités.....	28
Chapitre 3 : Problèmes liés à la formation et approches de solutions.....	37
3-1 Spécification des problèmes et leurs pertinences.....	37
3-2 Analyse et commentaire des problèmes liés à l'insertion professionnelle des diplômés des différents LTA sillonnés par le modèle SWOT	40
3-3 Approches de solutions pour faciliter l'insertion professionnelle des diplômés	46
CONCLUSION	52
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	53
ANNEXES	55
Liste des tableaux	59
Liste des figures	59
Liste des photos et planches	59

DEDICACE

A

- mes feus parents Hama ABOUBAKAR et Aïchatou ABDOULAYE ;
- mon mari Eliassou HAMIDOU SEKO.

SIGLES ET ACRONYMES

AR2PI-ONG	: Association pour la Recherche et la Promotion en Pisciculture Intégrée
ASECNA	: Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
CENATEL	: Centre National de Télédétection et du Suivi Ecologique
DGAT	: Département de Géographie et Aménagement du Territoire
DRIJ	: Direction de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes
FASHS	: Faculté des Sciences Humaines et Sociales
GPS	: Global Positioning System
IDDA	: Insertion Durable pour le Développement Agricole
IGATE	: Institut de Géographie d'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
IGN	: Institut Géographique National
INSAE	: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
LABEE	: Laboratoire de Biogéographie et d'Expertise Environnementale
LaCarto	: Laboratoire de Cartographie
LEA	: Laboratoire d'Ecologie Appliquée
LTA	: Lycée Technique Agricole
MAEP	: Ministère de L'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche
PDC	: Plan de Développement Communal
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitation
ROCARE	: Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education
UAC	: Université d'Abomey-Calavi

REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont à l'endroit du directeur de mémoire le Docteur Ibouaïma YABI, Maître de Conférences au Département de Géographie et Aménagement du Territoire qui malgré ses multiples occupations a accepté de diriger mes travaux de recherche.

Mes remerciements s'adressent également:

- à tout le corps enseignant du Master d'Intégration Régionale et Développement qui ont contribué à notre formation universitaire ;
- à tout le personnel administratif de l'Institut de Géographie d'aménagement du Territoire et de l'Environnement (IGATE) pour leur soutien.
- à monsieur Eliassou HAMIDOU SEKO qui a cru à mes capacités et a accepté de me soutenir tout au long de ce processus de formation.
- aux responsables de l'Association pour la Recherche et la Promotion en Pisciculture Intégrée (AR2PI) pour leur disponibilité,
- aux sieurs Souaïbou ATCHIBA et Henri S. ADETOUHIN pour leurs encouragements et soutiens
- à mes enfants Amira, Samirath, Chamsia et Zinedine HAMIDOU SEKO pour leur patience lors du déroulement des cours et la rédaction du mémoire.

Enfin mes sentiments de reconnaissance et de remerciement à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre m'ont soutenu dans le cadre de la présente étude.

RESUME

Malgré sa forte potentialité, le secteur agricole béninois a du mal à offrir d'emplois même aux jeunes diplômés dans les écoles professionnelles. C'est pour comprendre les raisons justificatives de cette contradiction dans le Département du Borgou que le sujet « Promotion des métiers agricoles et insertion professionnelle dans le Département du Borgou: Rôles et responsabilités des acteurs » est choisi. Il vise à analyser les problèmes liés à la promotion des métiers agricoles et à l'insertion professionnelle des diplômés dans le Nord du Bénin et le rôle des acteurs impliqués. Une enquête socioéconomique auprès de 120 anciens élèves et encadreurs des LTA du Borgou a été réalisée. À l'issue de ces travaux, les problèmes liés à l'insertion et les approches de solutions à ces problèmes de même que les stratégies ont été collectés. Comme problèmes à l'insertion il y a trois à savoir : les textes devant coordonner les activités dans ces deux lycées avec 61 %, ils sont suivis de ceux liés aux apprenants eux-mêmes et puis l'imposition de la formation aux apprenants. À la suite des diagnostics, les approches de solutions sont proposées : rendre plus technique la formation (25 % de théorie et 75 % de pratique), faire le recrutement pour l'entrée dans les lycées en trois phases, faire accompagner les appareils par les spécialistes pour la manipulation, l'Etat doit revoir les textes qui régissent la formation et plan d'accompagnement des diplômés sans contrepartie, recruter des formateurs ayant reçu une formation de base dans un LTA avec une bonne mention lors de sa formation, former tous les formateurs sur l'utilisation des matériels agricoles.

Mots-clés : Borgou (Bénin), diplômés professionnels, insertion, métiers agricoles et contraintes

ABSTRACT

Despite its high potential, the Beninese agricultural sector is struggling to offer jobs even to young graduates in vocational schools. It is to understand the justifying reasons of this contradiction in the Department of Borgou that the subject "Promotion of the agricultural professions and professional insertion in the Department of Borgou: Roles and responsibilities of the actors" is chosen. It aims to analyze the problems related to the promotion of agricultural professions and the professional integration of graduates in the North of Benin and the role of the actors involved. A socio-economic survey of 120 alumni and supervisors of the Borgou LTAs was carried out. At the end of this work, the problems related to the insertion and the approaches of solutions to these problems as well as the strategies were collected. As problems with the insertion there are three to know: the texts having to coordinate the activities in these two high schools with 61 %, they are followed by those related to the learners themselves and then the imposition of the training to the learners. As a result of the diagnostics, solutions approaches are proposed: make the training more technical (25 % theory and 75 % practice), make the recruitment for entry into high schools in three phases, accompany the devices by the specialists for manipulation, the State must review the texts governing the training and support plan for graduates without compensation, recruit trainers who have received basic training in a LTA with a good mention during its training, train all trainers on the use of agricultural equipment.

Keywords: Borgou (Benin), vocational degrees, insertion, agricultural professions and constraints

INTRODUCTION

D'une importance capitale pour le renforcement de l'économie, le secteur agricole béninois en 2013 contribue pour 32,7 % en moyenne au Produit Intérieur Brut (PIB), 75 % aux recettes d'exportation, 15 % aux recettes de l'Etat et fournit environ 70 % des emplois (Sossou, 2015). Il est donc considéré comme celui dont les nombreuses potentialités doivent être judicieusement exploitées pour soutenir la croissance économique nationale et contribuer ainsi à lutter efficacement contre la pauvreté (MAEP, 2013). Dans la constitution du PIB, la culture du coton participe pour 80 % aux recettes d'exportation officielles. La filière à elle seule représente 45 % des rentrées fiscales (hors douane) et contribue en termes de valeur ajoutée pour 13 % à la formation du PIB national. C'est la filière qui a bénéficié de plus d'investissement et de plus de crédits aux producteurs (MAEP, 2013). Compris comme telle l'agriculture occupe la première place dans l'économie en termes de contribution fiscale. Or le niveau de pauvreté reste préoccupant, en particulier en zone rurale ce qui ne doit pas être le cas.

L'économie béninoise est peu diversifiée, avec des structures économiques encore fragiles. Elle laisse apparaître deux caractéristiques structurelles particulières: la filière coton dont les exportations constituent la principale ressource financière, ce qui rend la balance commerciale nationale très sensible aux fluctuations de la production et des cours mondiaux, la non structuration des métiers agricoles qui entraîne de forte progression du secteur informel avec des contraintes de gestion et d'impulsion des politiques de développement, l'insuffisance d'un système de financement adaptés ainsi qu'une concurrence jugée "déloyale" du secteur informel au secteur formel (Doligez et Gentil, 2000).

Le secteur agricole recense environ 550,000 exploitations de type familial dont la taille moyenne est de 1 ha. Le faible niveau (ou l'absence) de formation professionnelle de la majorité des chefs d'exploitation, l'offre de formation sur les métiers agricoles limitée et peu structurée, la non utilisation de techniques culturales et d'outils performants ainsi que les difficultés d'accès à des financements adaptés à l'activité agricole constituent d'une part, une limite à l'innovation et à l'amélioration des performances du secteur et d'autres part restent un frein pour l'insertion professionnelle des diplômés (PSRSA, 2017)

De ce fait, les performances du secteur agricole et des entreprises agroalimentaires qui valorisent les productions de base sont faibles et instables. Plus de 90 % des productions agricoles sont fournies par des exploitants non diplômés et utilisant des méthodes de travail

archaïques, rudimentaires dont la production est très vulnérables aux différents aléas climatiques et appauvrissement des sols.

Les départements du nord recèlent des potentialités agricoles considérables qui restent encore sous-exploitées. Toutefois l'évolution des ressources naturelles tend vers une diminution sous l'effet conjugué de pratiques culturales extensives et itinérantes, d'une baisse pluviométrique tendancielle, d'une forte pression démographique, de systèmes d'élevage mal contrôlés (MAEP, 2013).

Face à ces éléments de contexte, on note une volonté politique affirmée au sommet de l'Etat d'accompagner le secteur agricole qui se traduit par le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) le document-cadre, le Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA) mais également par une politique de formation agricole concertée (SNFAR).

Mais, malgré ces initiatives ce secteur agricoles peines à offrir de l'emploi aux jeunes diplômés dans les écoles professionnelles. Le présent travail de recherche qui porte sur « *Formation aux métiers agricoles et insertion professionnelle dans les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké : Rôles et responsabilités des acteurs* » est structuré en trois chapitres à savoir

- le premier chapitre est consacré au cadre théorique de l'étude et approche méthodologique ;
- le deuxième chapitre présente les rôles et responsabilités des acteurs impliqués dans la formation et insertion des diplômés des LTA ;
- le troisième chapitre aborde les problèmes liés à la formation et .approches de solutions.

CHAPITRE 1 : Cadre théorique de l'étude et approche méthodologique

1-1 CADRE THEORIQUE

La problématique, les objectifs, les hypothèses de recherche et la définition des concepts constituent les éléments importants du cadre théorique d'étude.

1-1-1 Problématique

La diversité des combinaisons de facteurs de production dépend des agro systèmes (Doligez et Gentil, 2000). Les structures économiques et sociales, le niveau de développement et le degré d'ouverture de l'économie globale jouent également un rôle important. Les besoins de crédit et de formation des exploitants agricoles varient donc considérablement suivant les situations (Doligez et Gentil, 2000). Au Bénin, la libéralisation du secteur agricole entreprise par l'Etat a augmenté l'incertitude et les risques de financement et de formations des activités agricoles. Cependant, la plupart des tentatives de financement et de formations n'ont pas tenu compte de la diversité des cultures et de la complexité des besoins des exploitations. Or, la formation constitue un élément important dans la prise en charge des besoins en technologies et des facteurs de production et l'amélioration des revenus. Des auteurs comme Diagne et Zeller (2001) et Bassole (2003) cité par Fall (2006) estiment que l'accès au crédit et à la formation de qualité permettent d'améliorer les conditions d'accès aux intrants de bonne qualité et une forte utilisation de technologies productives. Leurs réflexions ont porté sur l'impact des ressources additionnelles par le biais du crédit et de formation dans le milieu rural sur les producteurs démunis en vue de leur permettre de s'équiper et de faire face aux dépenses de campagnes agricoles. Ce qui induit une nette amélioration des rendements et par ricochet, du revenu. Dans le contexte béninois, bien que plusieurs travaux Montcho (2014) ; Aclassato et *al.* (2009) ; Honlonkou et *al.* (2006) ; Kodjo et *al.* (2003) et Lanha (2001) se sont intéressés au crédit et à la formation, ils ne permettent pas une compréhension claire des stratégies développées par les exploitants agricoles pour obtenir des montants relativement élevés de crédit d'une part et les stratégies de gestion opérées en cas de rationnement, d'autre part.

Or le Bénin a toujours mis en œuvre sa politique de développement de la Formation professionnelle dans une logique sociale de lutte contre le chômage et de contribution à l'employabilité des diplômés. Ceci a conduit à la mise en place des lycées techniques agricoles et centres de formation et d'insertion devant apporter une solution durable pour la qualification et l'insertion professionnelle d'une population jeune, en situation d'échec scolaire et /ou de précarité sociale et économique. L'acquisition d'une qualification par la formation à l'exercice d'un métier et une finalité d'emploi sont considérés comme autant

d'atouts pour éviter que ces diplômés ne sombrent dans la pauvreté ou ne troublent la paix sociale dans le pays.

Or, la réalité montre que s'il y a un début de solution dans la structuration de métiers et services agricoles, la question de la diversification des offres de formation sur les métiers agricoles et la dimension d'insertion des diplômés sont insuffisamment prises en compte. Ce constat permet d'affirmer qu'aux problèmes des diplômés sans qualification et peu compétitifs aujourd'hui, s'ajoutent ceux des diplômés qualifiés mais sans emploi. Les raisons sont diverses dont les principales liées à l'absence des mécanismes pérenne de financement et un système d'accompagnement techniquement de l'Etat à travers ses différentes structures.

En effet, c'est le marché et le milieu productif local qui doivent déterminer la demande et inspirer une offre de formation orientée vers la production, la productivité et la compétitivité en réponse directe aux besoins des économies locales. Toutefois, les acteurs ont le devoir de créer des conditions qui valorisent les métiers et services agricoles et incitent les jeunes à s'y engager pour garantir l'auto-emploi aux diplômés afin qu'ils contribuent au développement de l'économie locale. C'est pour comprendre les réalités qui sont liées à la bonne marche de l'agriculture que cette recherche se propose « *Formation aux métiers agricoles et insertion professionnelle dans les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké : Rôles et responsabilités des acteurs* ». D'où l'on se pose un certain nombre de questions que sont :

- 1- quels sont les rôles de chaque acteur impliqué dans la promotion des métiers agricoles ?
- 2- quels sont les problèmes liés à la formation, et à l'insertion professionnelle des diplômés ?
- 3- quels sont les dispositifs existants pour favoriser l'insertion des jeunes diplômés ?

Pour répondre à ces différentes questions de recherches, des objectifs et des hypothèses de recherches ont été fixé.

1-1-1-1 Objectif général

L'objectif général de cette recherche est d'étudier les problèmes liés à la Formation aux métiers agricoles et insertion professionnelle des formés aux métiers agricoles dans les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké et le rôle des acteurs impliqués.

1-1-1-1-1 Objectifs spécifiques

De façon spécifique, il s'est agi de :

Os1 : présenter les acteurs impliqués à travers leurs rôles et responsabilités ;

Os2 : identifier les différents problèmes liés à l'insertion professionnelle des diplômés et le rôle des acteurs ;

Os3 : analyser le dispositif ou approches de solution à la redynamisation des filières agricoles et à l'insertion professionnelle dans les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké.

1-1-1-2 Hypothèses de travail

Pour atteindre les objectifs énumérés, les hypothèses suivantes sont formulées :

- la formation et l'insertion professionnelle dans le secteur agricole met en jeu plusieurs acteurs aux rôles et responsabilités variés ;
- les principaux problèmes de l'insertion professionnelle des diplômés du secteur agricole sont liés à la mauvaise qualité de leur formation, à la vision limitée des diplômés et aux besoins du marché ;
- les dispositifs d'accompagnement sont proposés pour faciliter l'insertion des formés des métiers agricoles dans les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké.

1-1-2 Clarification des concepts

- **métiers agricoles** : toute profession agricole exercée d'un art manuel
- **insertion professionnelle** : Action d'insérer. Ce qui est inséré. Publication dans un journal prescrite par la loi. Intégration d'un individu dans un groupe de travail où il s'épanouit
- **acteurs** : Personne qui joue un rôle dans un événement, dans une pièce de théâtre, dans un film.

1-2 Cadre géographique du milieu d'étude

Cette partie est consacrée à la situation géographique, aux caractéristiques biophysiques et socio-économiques.

1-2-1 Situation géographique

Le Département de Borgou est situé au nord-est du Bénin. Il est limité au Nord par le département de l'Alibori, au sud par le département des collines, à l'Est par la République Fédérale du Nigéria et à l'Ouest par le département de la Donga. Il compte sept (07) communes parmi lesquelles se trouvent Tchaourou, Parakou et Bembèrèkè qui constituent le secteur d'étude. Les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembèrèkè sont situées entre 8°49'01'' et 10°35' de latitude nord et entre 1°40'6'' et 3°54'8'' de longitude est.

La figure 1 présente la carte des Communes de Tchaourou, Parakou et Bembèrèkè

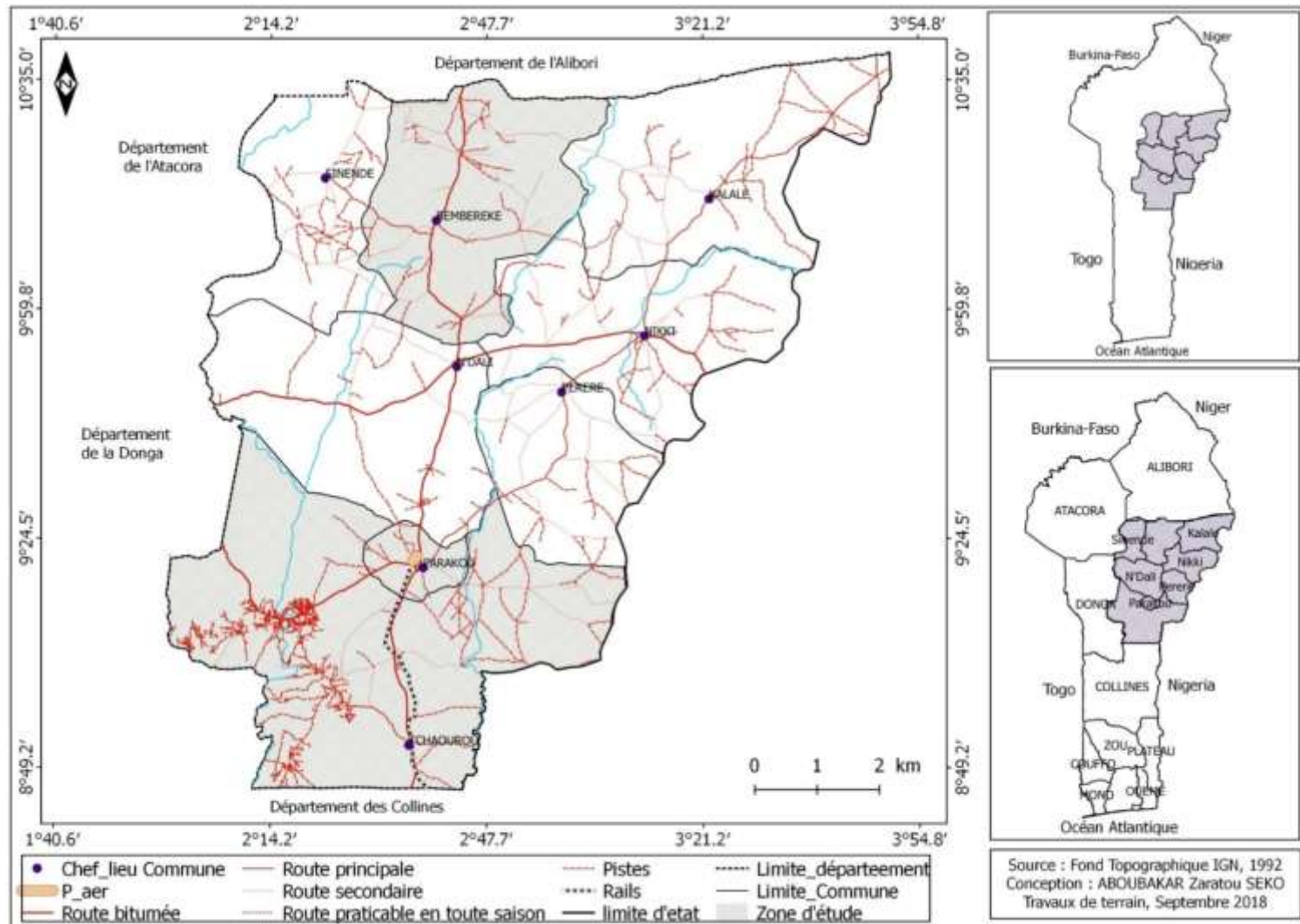


Figure 1 : Localisation du secteur d'étude

1-2-2 Caractéristiques biophysiques

1-2-2-1 Conditions climatiques

Les précipitations sont très variables au cours des différents mois de l'année. La hauteur maximale de pluie s'observe au cours des mois de juillet, août et septembre pendant que les hauteurs minimales de pluie sont observées en novembre, décembre et janvier. La moyenne pluviométrique annuelle est de 1122,3 mm (ASECNA 2013). Le bilan climatique permet de diviser en des périodes d'événements bioclimatiques successifs à partir des données des précipitations et de l'évapotranspiration potentielle (ETP). La figure 2 présente le diagramme climatique de la station de Parakou de 1984 à 2013.

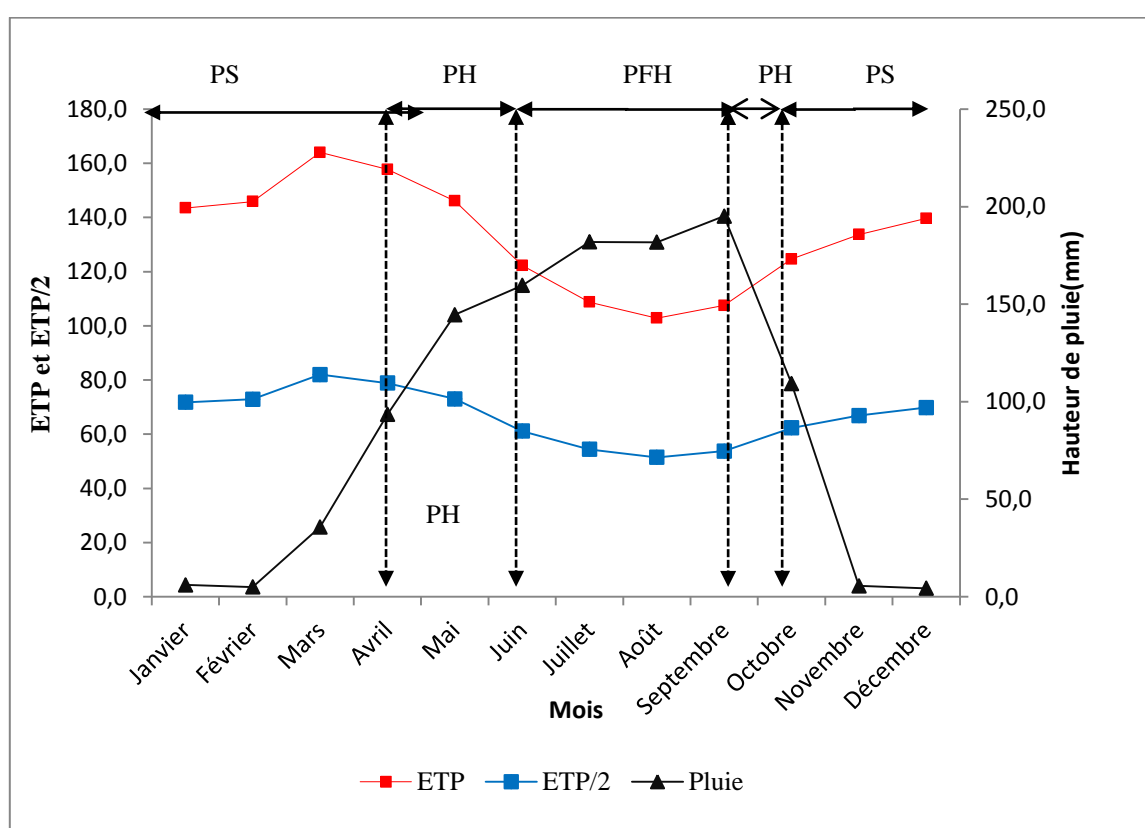


Figure 2 : Diagramme climatique de la station de Parakou (1984-2013)

Source : ASECNA Parakou, 2013

L'observation de la figure 2 permet de distinguer les périodes sèches (PS), humides (PH) et flanchements humides (PFH).

- la période sèche s'étend de mi-octobre à mi-avril. Durant cette période les pluies sont rares et $P < \frac{1}{2} ETP$. Les herbacées existent sous forme de pailles si elles ne sont pas détruites par les feux de végétation.

- la période est dite pré-humide lorsque $\frac{1}{2} ETP < P < ETP$. Elle s'étend de mi-avril à mi-juin et de mi-septembre à mi-octobre.

- la période humide commence de mi-avril à mi-octobre ($P > \frac{1}{2} ETP$). Elle correspond à la période active de végétation où la réserve en eau du sol est supérieure aux besoins des plantes. Ainsi, les graminées donnent des inflorescences et les herbacées deviennent importantes. La plupart des thérophytes commencent à s'assécher une fois que le point de flétrissement est atteint à la fin de cette période.

-lorsque $P > ETP$, la période est dite franchement humide. Ici elle s'étend de mi-juin à mi-septembre. La végétation ne souffre d'aucune limite pour son alimentation hydrique et minérale. Cette période est la plus pluvieuse et le pic des précipitations est atteint dans le mois d'août.

1-2-2-3 Relief et hydrographie

Le secteur d'étude présente un relief accidenté et est essentiellement arrosé par le fleuve Ouémé (le plus grand cours d'eau du Bénin, parcourant le département du Borgou sur une longueur de 80 km sur une longueur totale de 510 km) et son affluent Téro (figure 3). De nombreux ruisseaux ainsi que d'autres cours d'eaux saisonniers irriguent le milieu et l'ensemble constitue un réseau relativement important. Le département du Borgou est bien arrosé par des cours d'eau permanents et temporaires, ce qui est très favorable à la promotion des métiers agricoles. La principale cours d'eau permanent favorable à la promotion des métiers agricoles dans le secteur d'étude est Okpara. D'autres cours permanents comme Ouémé, Sota, et Alibori jouent un rôle très important aussi dans la promotion des métiers agricoles dans les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké. La figure 3 présente la carte hydrographique du secteur d'étude.

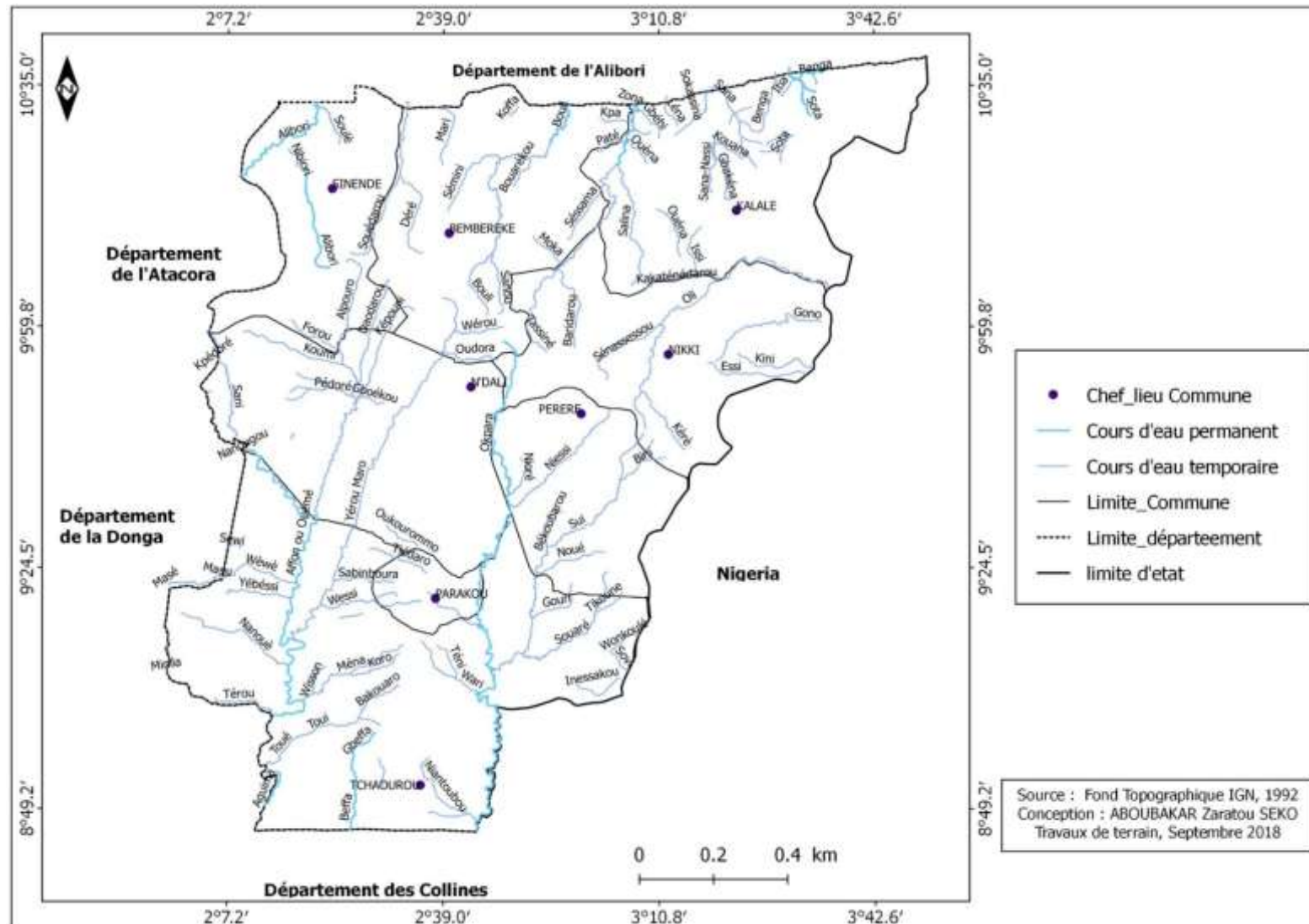


Figure 3 : Carte hydrographique du secteur d'étude

L'examen de la figure 3 montre que les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké possèdent plusieurs cours d'eau temporaires pour la promotion des métiers agricoles. On peut énumérer entre autres les cours d'eau Beffa, Niantoubou, Gbeffa, Toué, Toui, Bakouara, Térrou, Ména koro dans la Commune de Tchaourou, Térri, Wessi, Gouri, Souaré, Yébbéssi Wèwè, Yérou, Maro, Massi dans la Commune de Parakou et les cours d'eau temporaires comme Déré, Mari, Bouarékou, Sèmèrè, Moka, Sèssama, Sakina, Koffa, Souédanou et Bouli dans la Commune de Bembéréké.

1-2-3 Facteurs humains

1-2-3-1 Données démographiques

La figure montre l'évolution de la population des Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké de 1979, 1992, 2002 et 2013. La figure 4 présente le graphe démographique du secteur de la recherche.

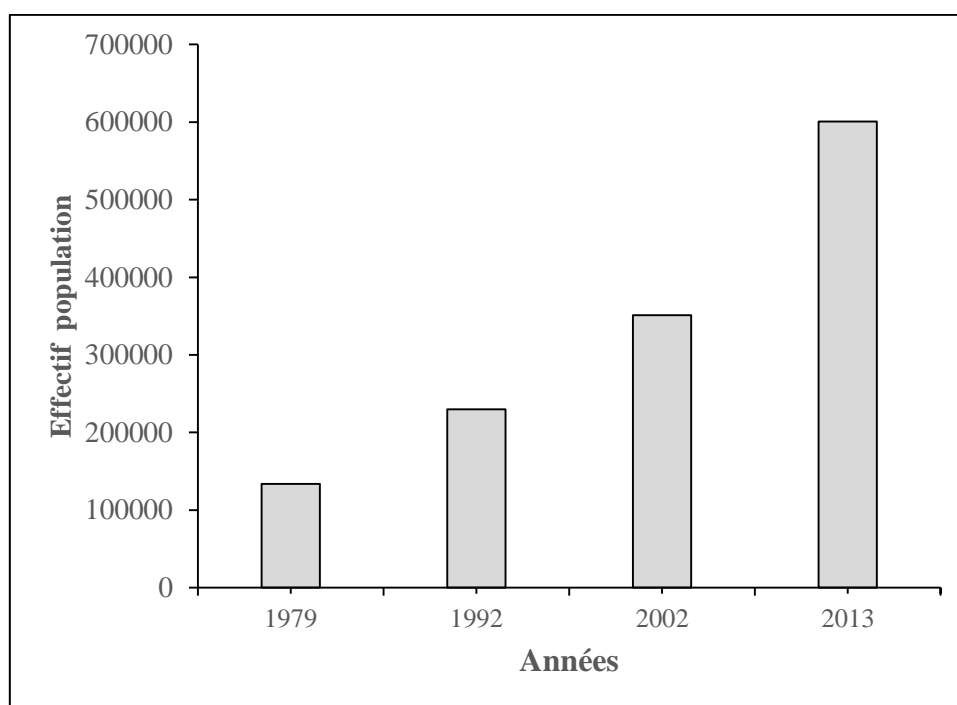


Figure 4 : Evolution de la population entre 1979 et 2013.

Source : INSAE 2018

Selon les recensements généraux de la population et de l'habitation (RGPH de 1979, 1992, 2002 et de 2013) comme l'indique la figure 4, la population des Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké est de 133633 habitants en 1979, 229768 habitants en 1992, 351251 habitants en 2002 puis de 600826 habitants en 2013.

Cette poussée démographique constitue un atout pour la main d'œuvre chez les producteurs. Elle pose également un problème d'insertion des jeunes qui se font former en masse dans les centres de formation. Vu cette population qui ne fait s'accroître tout temps, la non insertion des formés aux métiers agricoles serait une charge supplémentaire pour la sécurité alimentaire dans ces Communes.

1-2-3-2 Activités économiques

Cette partie présente les activités qui se mènent dans ces Communes sur lesquelles porte la présente recherche, afin de montrer l'adéquation qui existe entre les formations dans les métiers agricoles et les activités qui se font déjà. Le secteur primaire est le secteur qui occupe plus la population dans les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké. Dans le secteur primaire, 80 % des actifs sont des agriculteurs, mais l'élevage constitue une activité très importante aussi et demeure l'activité principale des Peulh. Le secteur industriel est peu présent; dans le secteur secondaire ce sont les activités artisanales et les activités de transformations qui dominent. Les populations des Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké ont une prépondérance pour les activités propres au secteur tertiaire telles que le commerce et le transport.

✓ Agriculture

L'agriculture constitue un secteur clé pour l'économie du Bénin. Elle emploie 70% de la population active et contribue à hauteur de 32,6% à son PIB (PAM, 2008). En effet, en fonction de la zone agro-écologique à laquelle chaque milieu du territoire national appartient, des spéculations sont produites de façon spécifique. La production agricole qui mobilise la plus grande partie de la population active est la culture de coton (*Gossy pimplirsutum*). Les produits vivriers sont constitués entre autres de maïs (*Zea mays*), l'arachide (*Arachis hypogea*), le manioc (*Manihote sculenta*), le niébé (*Vigna unguiculata*), la banane (*Musa*), la tomate (*Solanumlycopersicum*), la patate douce (*Ipomoea batatas*), l'igname (*Discorea alata*), le piment (*Xylopiiiae thiopica*) et autres fruits et légumes issus du maraîchage. Dans le cadre de cette recherche, ces différentes cultures ont connu une hausse de leur production qui devrait en principe induire une autosuffisance alimentaire dans le département notamment en céréale. Cependant, cette production est non seulement tributaire des aléas climatiques en particulier la pluviométrie mais aussi mal répartie. Cette production alimentaire augmente en moyenne à des taux relativement supérieurs à celui de la croissance démographique. Ce qui constitue un facteur de risque d'insécurité alimentaire.

✓ **Elevage**

Le Borgou est une zone d'élevage avec un cheptel de bovins et de petits ruminants en constante évolution. L'élevage est l'une des plus grandes activités pratiquées par les populations après l'agriculture. Cette activité est menée en grande partie par les Peulh et les Gando, elle est de type extensif et traditionnel. Il faut préciser que cette évolution et la vaine pâture des animaux fait naître une certaine compétition entre les agriculteurs et les éleveurs qui souvent, se terminent par des conflits sanglants.

✓ **Pêche et chasse**

La pêche est peu pratiquée dans les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké. Elle est pratiquée par les German, Burkinabé qui en font une activité plus certains autochtones qui le couplent à d'autres activités. Elle est pratiquée dans les cours d'eau du secteur d'étude. Le cours d'eau le plus exploité par les pêcheurs est Okpara à cause de sa richesse en produits halieutiques. Quant à la chasse, elle est une activité saisonnière marginale pratiquée par les populations des Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké. La chasse à la battue est la plus répandue et se pratique en saison sèche.

✓ **Commerce**

Le commerce constitue le secteur le plus varié tant au niveau des activités qu'au niveau des acteurs. Il s'articule autour des produits agricoles vivriers tels que : le maïs, l'arachide, le sorgho le riz et les produits manufacturés venant aussi bien du Nigéria que de la côte. Il faut signaler que le commerce est très développé dans les Communes de Tchaourou et Parakou. Le commerce est très développé dans la Commune de Parakou à cause de son peuplement ethnique. Parakou jouit aussi d'une position géographique très favorable aux échanges commerciaux avec son marché international Arzèkè.

✓ **Exploitation forestière**

Cette activité était limitée aux populations locales pour couvrir la période de soudure ; aujourd'hui elle est devenue une activité à plein temps pour les populations des Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké qui l'associent à leurs activités principales. Les femmes interviennent dans la recherche de bois énergie, le ramassage de noix de karité, de néré ou des feuilles de baobab (pour la sauce et fruit pour la commercialisation). La fabrication du charbon, la coupe de bois de chauffe et la coupe anarchique des essences de valeurs surtout *Afzelia africana* pour la production de madriers à des fins domestiques et commerciales. Cette exploitation est essentiellement faite par les ressortissants des pays limitrophes (Niger, Nigeria).

Les essences forestières telles que le *Azelia africana*, *Khaya senegalensis*, *Fedherbia albida*, *Ficus sur*, *Ficus sycomorus*, *Daniellia olivera*, *Balanites aegyptiaca*, *Holarrhena floribunda*, *Sterculia setigera*, *Tamarindus indica*, *Isobertia doka* sont ciblées pour fournir le bois meuble aux artisans locaux mais surtout pour l'exportation. Le problème d'insertion fait que certains diplômés des métiers agricoles font recours à l'exploitation forestière pour satisfaire à leurs besoins.

1-3 Matériel et méthodes

Pour bien appréhender l'objet de recherche, le matériel et les méthodes du présent travail sont présentés par objectif spécifique.

1-3-1 Recherche documentaire

A cette étape, quelques centres de documentations et de bibliothèques sont parcourus afin de recueillir des informations relatives au sujet de recherche. L'usage de l'internet a permis également de consulter des ouvrages et travaux généraux relatifs au sujet. Les centres de documentation sont parcourus et les informations recueillies sont présentées dans l'annexe

La recherche s'est appuyée sur une approche diachronique, qui étudie l'évolution des différents phénomènes dans le temps. Cette méthode suit un canevas méthodologique de nature analytique. Cette méthode est transversale et les données collectées dans le cadre de l'étude sont de nature quantitative et qualitative.

Pour atteindre les objectifs assignés à la présente recherche, la démarche méthodologique pluridisciplinaire adoptée est essentiellement basée sur la collecte des données (la recherche documentaire et enquête de terrain) puis le traitement et l'analyse des résultats. Chaque objectif spécifique a fait l'objet d'une méthodologie précise.

Le tableau 1I présente la synthèse de la recherche documentaire.

Tableau II : Synthétique de la recherche documentaire

Centres de documentation visités	Nature des documents	Types d'informations recueillies
Bibliothèque centrale de l'Université d'Abomey-Calavi	Articles, livres généraux et spécifiques	Informations générales ayant rapport au sujet
Centre de documentation de la FLASH	Mémoires, livres	Informations générales à caractère méthodologique
Mairies de Tchaourou, Parakou et Bembéréké	PDC de la Commune de Kandi	Information portant sur le cadre du milieu d'étude
Lacarto	Ouvrages généraux, Mémoires DEA et Thèses	Informations générales à caractère méthodologique
Centre de documentation des LTA Kika et LTA Ina	Livres, rapports annuels de campagnes agricoles, articles	Informations spécifiques et générales sur les statistiques des diplômés
BIDOC	Ouvrages généraux, Mémoires DEA et Thèses	Informations générales à caractère méthodologique

Source : Résultats des travaux de terrain, Septembre 2018

1-3-2 Enquête de terrain

✓ Echantillonnage

L'échantillonnage est basé sur les trois objectifs spécifiques. Divers groupes stratégiques seront approchés et entretenus. Ainsi nous avons interrogé les élus locaux au niveau local, les Maires des Communes concernées, les Organisations professionnelles et les différents Partenaires Techniques et Financier (PTF) intervenant dans le secteur à travers des projets (CTB, GIZ, Banque Mondiale, Iles de paix) les diplômés et les responsables des centres de formation.

Les données qui seront utilisées dans le cadre de cette recherche seront issues d'une enquête qui portera sur un échantillon de 20 formateurs des LTA ; 60 diplômés ; La taille de l'échantillon enquêté est de 300 exploitations agricoles choisis de manière aléatoire dans les trois Communes qui abritent les LTA sillonnés. L'enquête principale s'est déroulée d'août à septembre 2018. L'identification des zones et sites d'étude est faite de façon raisonnée sur la base des acquis de la recherche, des projets de développement, des lycées agricoles et écoles de formations agronomiques et de l'implantation des Institutions de Micro finance (IMF). Ainsi, à partir des données disponibles au niveau des projets de développement et des IMF, les communes ont été identifiées du fait de l'intervention régulière des projets de développement et les institutions de micro finances pour les cinq dernières années. L'accès à la formation et à l'insertion professionnelle est le thème central de cette étude et selon l'UEMOA (2007), la probabilité d'accès à la formation des populations au Bénin est de 38 %. La taille de l'échantillon enquêté est de 380 acteurs. En effet, plus la taille de l'échantillon augmente plus les paramètres mesurés sont fiables.

Le tableau III présente les résultats :

Tableau III : Répartition spatiale des exploitations enquêtées

Départements	Communes	Villages	Nombre personnes à enquêter
Borgou	Parakou	Parakou1	87
		Parakou2	80
	Tchaourou	Kika	117
	Bembéréké	INA	96
Total			380

Source : Enquêtes de terrain, Septembre 2018

Une fois l'échantillonnage pour la collecte de données réalisé et dans le but de parfaire le projet de questionnaire et l'adapter plus aux conditions réelles de la zone d'étude, un pré-test a été effectué. Cet essai préliminaire d'avant enquête réalisée par nos soins dans quelques Communes a permis d'affiner le questionnaire en faisant des reformulations, en supprimant des questions et en y ajoutant d'autres. Il permettra aussi d'évaluer la durée approximative d'administration des questions (en moyenne 30 mn d'horloge) et évaluer le nombre de jours de réalisation de toute la collecte de données en fonction de la taille du questionnaire. Les différentes informations recueillies par le questionnaire ont été relatives à :

- les caractéristiques socio-économiques des enquêtés,
- la structure des exploitations agricoles,

- les déterminants de l'accès à la formation et à l'encadrement,
- la demande des offres de formations par les producteurs,
- le niveau d'utilisation des techniques ou protocole de recherche en agriculture,
- les conditions limitant ou favorisant l'accès à la formation diplômée,
- l'estimation de la production des cultures des exploitations agricoles,
- l'estimation des coûts de production des exploitations agricoles,
- la valeur des cultures non vivrières et du cheptel,
- la diversité alimentaire des ménages des exploitations agricoles, et
- les dépenses d'investissement des exploitants.

1-3-2 Matériel et méthode relatif à l'objectif spécifique 1 : présenter les acteurs impliqués à travers leurs rôles et responsabilités

1-3-2-1 Matériel

Le matériel utilisé pour identifier les différents problèmes liés à l'insertion professionnelle des diplômés et le rôle des acteurs se présente comme suit :

- questionnaire ;
- guide d'entretien ;
- grille d'observations ;
- appareil photométrique pour la prise des vues importantes ;
- GPS (Global Positioning System) pour la prise des coordonnées géographiques ;
- ArcGIS 10.1 pour la réalisation des cartes.

1-3-2-2 Techniques de collecte des données

Dans le cadre de la présente recherche, la technique utilisée est l'enquête et l'outil est le suivant :

- questionnaire ;
- interview directe;
- observation directe sur le terrain;
- focus groupe.

La collecte des données est faite à l'aide des questionnaires et guide d'entretiens. En effet dans le but d'analyser le degré d'implication des différents acteurs dans le secteur d'étude, l'outil d'analyse SWOT (Strengths – Weaknesses – Opportunities - Threats) ou AFOM (Atouts – Faiblesses – Opportunités – Menaces) est un outil d'analyse stratégique. Il combine l'étude des forces et des faiblesses d'une organisation, d'un territoire, d'un secteur, etc. avec celle des opportunités et des menaces de son environnement, afin d'aider à la définition d'une

stratégie de développement. La figure montre l'importance de l'outil SWOT à travers les différents facteurs qui pourraient s'influencer. L'analyse SWOT permet d'identifier les axes stratégiques à développer. Bien qu'avant tout destinée à la planification, l'analyse SWOT peut servir à vérifier que la stratégie mise en place constitue une réponse satisfaisante à la situation décrite par l'analyse. Elle peut être utilisée en évaluation :

- ex ante pour définir les axes stratégiques ou en vérifier la pertinence (par exemple, lors de la rédaction de CSP ou de leur évaluation),
- intermédiaire pour juger de la pertinence et éventuellement de la cohérence des programmes en cours,
- ex post pour vérifier la pertinence et la cohérence de la stratégie ou du programme, a fortiori si cet exercice n'a pas été fait lors de leur élaboration. Comment identifier et étudier les 4 facteurs ?

L'ordre et la manière d'identifier et d'étudier les 4 facteurs (forces, faiblesses, opportunités, menaces) peuvent différer considérablement.

✓ **Etude des forces**

Les forces sont les aspects positifs internes que contrôle l'organisation ou le pays, et sur lesquels on peut bâtir dans le futur.

✓ **Etude des faiblesses**

Par opposition aux forces, les faiblesses sont les aspects négatifs internes mais qui sont également contrôlés par l'organisation, et pour lesquels des marges d'amélioration importantes existent. L'analyse SWOT étant basée sur le jugement des participants, elle est par nature subjective et qualitative. Si l'étude des forces et celle des faiblesses nécessitent d'être approfondies, deux outils peuvent être utilisés pour fournir des pistes d'investigation : l'audit des ressources et l'analyse des meilleures pratiques (comparaison à l'intérieur d'un pays entre ce qui fonctionne bien et ce qui fonctionne moins bien suivant certains indicateurs)

✓ **Etude des opportunités**

Les opportunités sont les possibilités extérieures positives, dont on peut éventuellement tirer parti, dans le contexte des forces et des faiblesses actuelles. Elles se développent hors du champ d'influence du pays ou à la marge (ex : changement de goût des consommateurs mondiaux concernant une production du pays, amélioration de l'économie d'un pays "client", développement du commerce par Internet, etc.)

✓ **Etude des menaces**

Les menaces sont les problèmes, obstacles ou limitations extérieures, qui peuvent empêcher ou limiter le développement du pays ou d'un secteur (ex : l'industrie). Elles sont souvent hors

du champ d'influence du pays ou à la marge (ex : désaffection des consommateurs pour un produit important du pays, prix de l'énergie en forte augmentation, baisse généralisée de l'aide au développement, etc.).

La figure 7 présente l'analyse diagnostique de l'étude suivant le modèle de SWOT pour ce qui concerne tous les acteurs concernés.

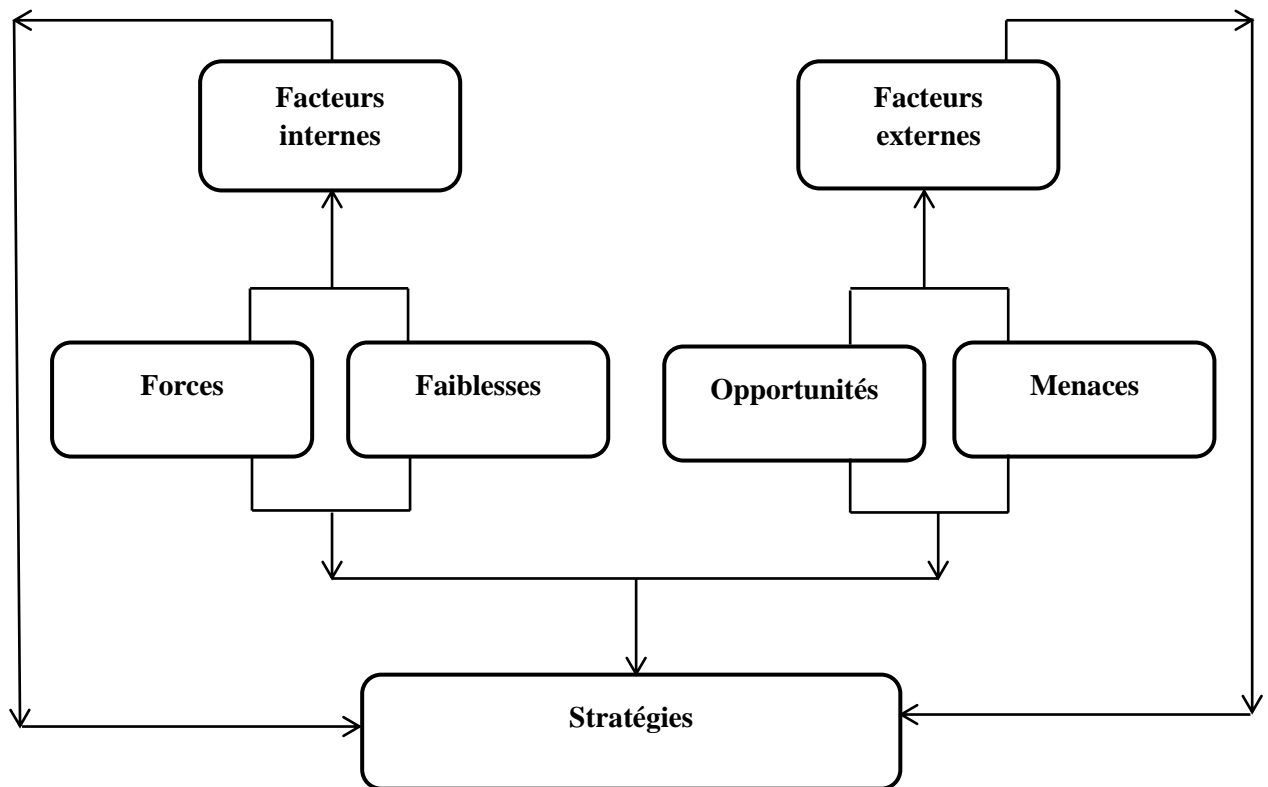


Figure 7 : Modèle d'analyse SWOT
Source : Adapté de Johnson et *al.*, 2008.

1-3-2-3 Traitement des données

Cette phase concerne le dépouillement des fiches d'enquêtes, le traitement et l'analyse des données. Le dépouillement est fait manuellement et au tableur Excel. Les résultats obtenus sont présentés sous forme de tableaux, cartes et de graphes.

✓ Taux de réponse

Le taux de réponse au niveau des enquêtés par type d'activités a été ; calculé en s'inspirant de la formule de Seastrom (2001) :

$$T = \frac{s}{N} \times 100$$

Où :

T : taux de réponse au niveau des enquêtés (%)

S : nombre de personnes ayant fourni une réponse par rapport à une activité donnée

N : nombre de personnes interviewées.

Ce calcul est fait pour apprécier les informations relatives les éléments qui dysfonctionnent la formation dans les LTA, les réalités liées à l'insertion professionnelle de ces formés.

1-3-2-4 Matériel et méthode relatif à l'objectif spécifique 2 : identifier les différents problèmes liés à l'insertion professionnelle des diplômés et le rôle des acteurs

1-3-2-4-1 Matériel et techniques

Pour l'analyse des problèmes identifiés le matériel et outil qui sont utilisés se présentent comme suit :

- fiche d'enquête ;
- guide d'entretien ;
- appareil photo numérique pour la prise des vues importantes ;
- grille d'observation ;

1-3-2-4-2 Techniques de collecte des données

Les enquêtes socio-économiques ont été réalisées afin d'avoir des informations relatives à l'objectif de recherche. Ainsi, des questionnaires et guides d'entretiens ont été conçus suivant les types d'acteurs afin de recueillir leur opinion. Le centre d'intérêt de ce différent questionnaire est l'analyse des problèmes identifiés

1-3-2-4-3 Techniques de traitement des données

Le dépouillement des fiches d'enquêtes, le traitement et l'analyse des données sont les phases de cette étape. Le dépouillement est fait manuellement et dans le tableur Excel. Les résultats obtenus sont présentés sous forme de tableaux et de graphes.

1-3-2-5 Matériel et méthode relatif à l'objectif spécifique 3 : analyser le dispositif.

1-3-2-5-1 Matériel

Dans le but d'atteindre cet objectif, le matériel et outils utilisés pour la collecte des données se présentent comme suit:

- appareil photo numérique pour la prise des vues importantes ;
- questionnaire ;
- guide d'entretien semi directif ;
- grille d'observations.

1-3-2-5-2 Techniques de collecte des données

Afin d'avoir une idée sur les approches de solution à la redynamisation de ces filières agricoles et à l'insertion professionnelle des diplômés dans le Nord du Bénin, une enquête socio-économique a été réalisée à l'aide d'un questionnaire. Il est procédé à des entretiens directs avec les enquêtés de manière individuelle.

1-3-2-5-3 Techniques de traitement des données

Cette phase concerne le dépouillement des fiches d'enquêtes, le traitement et l'analyse des données. Le dépouillement est fait manuellement et au tableur Excel. Les résultats obtenus sont présentés sous forme de tableau et de graphe.

✓ Taux de réponse

Le taux de réponse au niveau des enquêtés par type d'activités a été ; calculé en s'inspirant de la formule de Seastrom (2001) :

$$T = \frac{S}{N} \times 100 \quad \text{Où :}$$

T : taux de réponse au niveau des enquêtés (%)

S : nombre de personnes ayant fourni une réponse par rapport à une activité donnée

N : nombre de personnes interviewées.

CHAPITRE 2 : Rôles et responsabilités des acteurs impliqués dans la formation et insertion des diplômés des LTA

Les résultats obtenus ont été présentés par objectif spécifique.

A la suite des travaux de terrain et le traitement de ces données, les différents résultats obtenus se présentent comme suit :

2-1 Rôles et responsabilités des acteurs impliqués dans la formation et insertion des diplômés des LTA

Ici il est question de présenter les acteurs impliqués dans la vie des diplômés et leurs rôles.

2-1-1 acteurs impliqués

Les principaux acteurs impliqués dans formation des diplômés des LTA dans le Borgou sont principalement l'Etat central, les autorités locales, les parents des apprenants, les apprenants eux même et les enseignants de ces LTA. Ces différents acteurs ont chacun des rôles et responsabilités.

2-1-2 Rôles et responsabilités des acteurs

- Rôles et responsabilités de l'Etat central et autorités locales

L'Etat central, garant de toutes les décisions offre une atmosphère favorable aux privées d'exercer à travers des décrets et loi. Aussi, il crée des institutions conformément à sa politique des personnes qui lui faut pour atteindre ses objectifs. En plus de cela, il veille à la sécurité et l'équipement nécessaire pour une formation de qualité des diplômés à travers les équipements. Dans cet ordre d'idée, les autorités locales pour faciliter la tâche à l'auto-emploi des diplômés.

- Rôles et responsabilités des parents

Les géniteurs ou tuteurs, jouent un rôle important dans la construction de la personnalité de l'individu. Ils ont une charge de suivi et le soutien de ces apprenants qui sont à leur charge pour ce qui concerne les cinq besoins vitaux. Dotés de certaines espérances de la vie, ils cherchent à accompagner les apprenants jusqu'à ce qu'ils deviennent eux même c'est-à-dire jusqu'à avoir une activité génératrice de revenue. Mais parfois, les parents voient l'avenir sur certains angles et veulent l'imposer à leurs enfants c'est-à-dire des filières porteuses d'avenir.

- Rôles et responsabilités des enseignants

Ce sont les encadreurs qui transmettent le savoir afin de donner à leurs apprenants à devenir eux-mêmes. Ils se sacrifient corps et âmes pour transmettre à cœurs ouvert une formation de

qualité et pratique afin de donner une chance à tous ces diplômés de ne pas aïrer en fin de formation.

- Apprenants

Les apprenants sont les acteurs qui font l'objet de l'étude, ils ont besoins d'être construits sur une volonté affichée de recevoir les instructions qu'on leur donne. En suivent ces instructions, les difficultés

2-2 Présentation des différents centres de formations sur les métiers agricoles dans le Borgou et leurs spécialités

Dans le souci de mener à bien cette recherche, nous avons eu à sillonner les centres de formation sur les métiers agricoles ci-après : centre Ruth de Parakou ; l'AR2PI-ONG (Association pour la Recherche et la Promotion en Pisciculture Intégrée) à Parakou : Lycée Technique Agricole de Kika (LTA-Kika) dans la Commune de Tchaourou et Lycée Technique Agricole de Ina (LTA-Ina) dans la Commune de Bembéréké. Au nombre de ces centres, il y deux privées et deux publiques. Les filières et conditions de formations ne sont pas les mêmes. Elles varient d'un centre de formation à un autre.

Le tableau IV présente les différents lieux de formation et les spécialités dans lesquelles les apprenants sont diplômés.

Tableau IV : Présentation des lieux de formation en métier agricole et le taux d'inscription

Lieux de Formation	Spécialités	Total inscrit Par LTA/2018	Total inscrit par filière /2018
AR2PI-ONG	Elevage	72	40
	Maraichage		8
	Pisciculture		24
Centre formation Ruth	Agriculture	45	5
	Maraichage		4
	Transformation agro-alimentaire		36
LTA_Ina	Aménagement et équipement rurale	100	20
	Foresterie (Faune sauvage et la flore)		40
	Nutrition et technologie de l'information		8
	Pêche et aquaculture		12
	Production animale (PA)		10
	Production végétale (PV)		10
LTA_Kika	Aménagement et équipement rurale	68	20
	Foresterie (Faune sauvage et la flore)		40
	Nutrition et technologie de l'information		8
	Pêche et aquaculture		12%
	Production animale (PA)		10%
	Production végétale (PV)		10%

L'examen de ce tableau a permis de comprendre la situation au niveau de chaque centre. De plus, il importe de souligner que le centre Ruth ne reçoit que des filles en situation difficile avec leur famille, et pratiquement aucune fille ne fait du maraichage ou de l'agriculture, une option, mais apprend juste les techniques de production pour une consommation domestique plus tard. Aussi, dans les Lycées Techniques, on remarque très peu d'intérêt accordé par les femmes à la filière production animale (PA). Ceci s'observe déjà par l'inexistence d'une formatrice dans l'équipe des formateurs et aucune fille ne choisit la Production Animale (PA) comme spécialité.

2-2-1 Confrontation des résultats relatifs aux problèmes liés à la structuration des centres de formation à ceux obtenus par d'autres auteurs

Une étude a été conduite par Agossou et *al.*, en (2014) sur la problématique de l'insertion professionnelle des diplômés en aménagement du territoire au Bénin. Selon cette étude l'emploi des jeunes est une préoccupation de tous les gouvernements du monde, de la plupart

des parents et des jeunes eux-mêmes. Les scientifiques ne sauraient donc rester loin de cette question récurrente. Raison pour laquelle le Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education (ROCARE) a financé, avec le soutien du ministère des affaires étrangères des Pays Bas et du Programme d'Appui aux Centres d'Excellences Régionaux (PACER) de l'UEMOA, la recherche portant sur le thème : « Insertion Professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur En Afrique : cas de L'aménagement du territoire au Benin ». Mais dans l'ensemble de ces LTA, il n'existe nul par un plan d'insertion professionnelle des diplômés de même qu'aucun plan d'accompagnement n'existe. Cet état de chose confirme la première partie de l'hypothèse qui souligne que « *les principaux problèmes de l'insertion professionnelle des diplômés de secteur agricole sont liés aux textes régissant la formation dans les LTA, et la vision du formé* ». De 23 033, l'effectif des étudiants inscrits à l'UAC en 2001 est passé à 97 956 en 2013. Au Département de Géographie et Aménagement du Territoire, le nombre de diplômés est passé de 676 en 2008 à 2 540 en 2013, soit un taux d'accroissement de 30 %. Au regard de l'engouement que manifestent les étudiants pour la formation en Aménagement du territoire et face au postulat établi par une étude de Lututala en 2012 que des milliers de diplômés entrent sur le marché du travail, avec des possibilités de plus en plus restreintes d'accéder à un emploi décent, l'équipe de chercheurs du ROCARE conduite par Fatoumbi A. Henri (2014), a jugé utile de s'interroger sur la capacité d'absorption de ces diplômés par le marché du travail et d'analyser les déterminants de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés en aménagement du territoire sortis des universités du Bénin. Autre chercheur comme Janvier Guédénon (2014), confirme encore la situation des diplômés en aménagement du territoire et dit « ces gens qui sortent de ces universités et écoles de formation en aménagement du territoire, pour la plupart, ne trouvent pas d'issues qui soient de leurs aspirations, qui soient conformes à leur formation. Donc ils sont pour la plupart utilisés dans les écoles secondaires comme des vacataires en Histoire et Géographie. Ou alors, ils sont utilisés dans les mairies. Malheureusement, le nombre qui est accueilli dans ces mairies, dans ces cabinets d'aménagements n'est pas du tout énorme. Quand nous prenons la mairie de Cotonou, par exemple, sur les 1295 agents qui se trouvent dans cette mairie, il n'y a qu'un seul agent aménageur de territoire. De l'autre côté à Parakou sur les 172 personnels, il n'y a que deux qui aient fait l'aménagement du territoire». Dans le document présenté par les chercheurs, on retient que de 517 aménageurs diplômés en 2009, le nombre des diplômés en aménagement du territoire est passé à 1794 en 2013. L'effectif des aménageurs diplômés par an a plus que triplé en cinq ans. Paradoxalement, le pourcentage des aménageurs dans les cabinets d'aménagement et mairie enquêtés varie de 0 à 28,57%. Cette étude révèle que les

structures susceptibles d'utiliser les diplômés en aménagement du territoire n'en recrutent pas. 50,9 % des diplômés en aménagement du territoire sont employés comme des occasionnels dans leur structure d'accueil, et 3,7 % d'entre eux s'auto emploient. De tout ce qui précède, nulle part les écoles, centres de formations et universités de formation ne disposent un texte qui parle de la vie du formé après sa formation. La recherche indique que 70 % des employeurs sont déçus des capacités techniques et d'innovations des aménageurs employés. Ceci repose le débat de l'adéquation formation-emploi. Ainsi cette partie de l'hypothèse « *les principaux problèmes de l'insertion professionnelle des diplômés de secteur agricole sont liés aux textes régissant la formation dans les LTA, le marché et la vision du formé* » est validée.

2-2-1 Cartographie des différents centres de formation sur les métiers agricoles sillonnés

A la suite des travaux de terrain, il importe de spatialiser ces différents lieux où les travaux se sont déroulés. La figure 8 suivante présente la cartographie des centres.

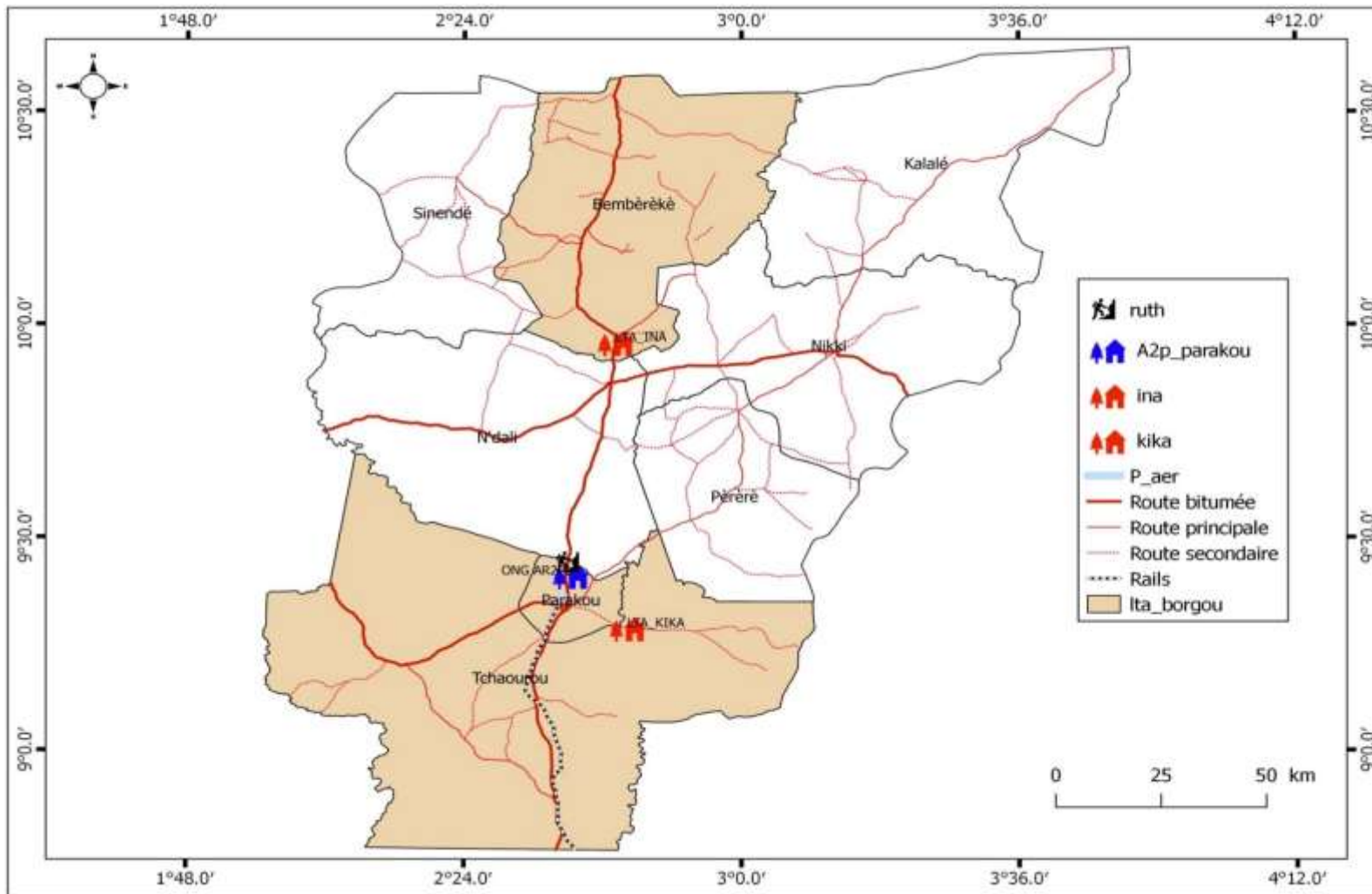


Figure 8 : Cartographie de LTA

2-2-1-1 Centres de métiers agricoles publics visités

Plusieurs centres de formation ont été visités lors des travaux de terrain dans les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké. Quatre centres de formation des métiers agricoles dont deux centres publics et deux centres privés ont été sillonnés lors de la collecte des données. La planche présente deux centres publics de formation des métiers agricoles.



Planche 1 : Deux centres publics de formation des métiers agricoles.

Prise de vue : ABOUBAKAR Z., septembre 2018

La photo A présente le Lycée Technique Agricole d'Ina dans la Commune de Bembéréké. Le Lycée Technique Agricole d'Ina est un centre de formation aux métiers agricoles public. Chaque année, ce Lycée forme des élèves et sort des diplômés dans six filières. La photo B présente le Lycée Technique Agricole de Kika dans la Commune de Tchaourou. Ce Lycée est identique au Lycée Technique Agricole d'Ina. Il faut signaler que ces deux Lycées reçoivent les élèves par bourse et à titre payant.

2-2-1-2 Centres de métiers agricoles privés visités

Pour la collecte des données outre les centres de formation des métiers agricoles publics visités, plusieurs centres privés ont été aussi visités afin de recueillir l'avis des acteurs des privés qui forment des jeunes aux métiers agricoles.

La planche 2 présente deux centres de formation privée aux métiers agricoles dans la Commune de Parakou, ces photos ont été prises lors des travaux de terrain.



Planche 2: Deux centres de formation privée aux métiers agricoles dans la Commune de Zarakou

Prise de vue : ABOUBAKAR Z., septembre 2018

La photo A présente le centre de formation privée aux métiers agricoles dans le deuxième Arrondissement de Parakou. Ce centre est une Organisation Non Gouvernementale qui a pour nom Association pour la Recherche et la Promotion en Pisciculture Intégrée (AR2PI ONG). L'AR2PI ONG forme en pisciculture intégrée, agriculture durable, développement communautaire, recherche appliquée. Quant à la photo B, elle présente un centre de formation aux métiers agricoles à vocation religieuse à Tourou dans le premier Arrondissement de Parakou. Ce centre est l'œuvre des femmes de l'Eglise des Assemblées de Dieu du Bénin. En outre des activités agricoles qui se déroulent dans le centre, les pensionnaires du centre sont diplômés en couture, coiffure et tissage. Ce centre reçoit les filles qui ont été victimes des violences ou mariages forcés. Après leur formation, le centre Sainte Ruth qui les a formées les aide à s'installer.

2-2-1-3 Principales activités des centres de formation des métiers agricoles visités

Les centres de formation aux métiers agricoles dans les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké forment dans plusieurs domaines. La formation théorique est associée à la formation pratique. La pratique est une effectivité dans les différents centres de formation aux métiers agricoles dans le Borgou afin de permettre aux apprenants de mieux assimiler les notions théoriques acquises lors du déroulement des cours en PA, PV, PAq, AER et NTI.

La planche 3 présente les principales activités des centres de formation aux métiers agricoles dans les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké.

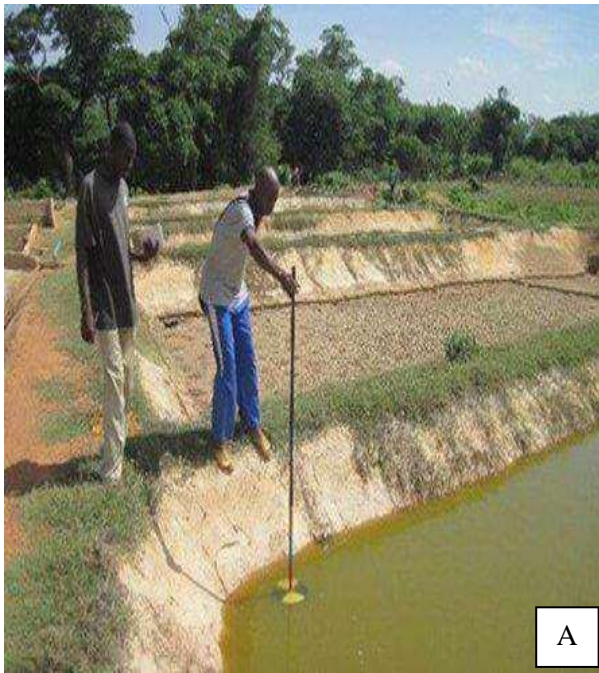


Planche 3 : Principales activités des centres de formation aux métiers agricoles dans les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké.

Prise de vue : ABOUBAKAR Z., septembre 2018

La photo A présente la ferme d'application de pisciculture de l'AR2PI ONG dans le deuxième Arrondissement de Parakou. Cette ferme d'application est composée de plusieurs «étendues pour la pisciculture. Il faut signaler que l'AR2PI ONG livre deux tonnes de produit halieutiques par an à la ville de Parakou. La vente se fait en détail comme en gros aux acheteurs. Quant à la photo B, elle présente une partie des champs d'application du Lycée Agricole Technique de Kika dans la Commune de Tchaourou. Ce Lycée dispose de plusieurs champs d'application dont celui de la photo B qui est une jeune pépinière de gombo.

2-2-1-4 Confrontation des résultats relatifs aux problèmes de l'insertion liés aux apprenants (diplômés) à ceux obtenus par d'autres auteurs

De plus, dans les résultats des travaux de recherches conduits par Fatoumbi A. Henri (2014), il souligne une inadéquation entre les formations et le marché de l'emploi. Dans cette recherche, l'équipe du ROCARE a noté une inadéquation entre les formations reçues en aménagement du territoire et le marché de l'emploi. Cette situation est liée à la quasi-absence de la professionnalisation de la formation dans les facultés en aménagement du territoire, ont affirmé les chercheurs. Les formations en aménagement du territoire ne sont pas en adéquation avec les besoins du marché du travail notamment avec les cabinets d'aménagement. A ces insuffisances, s'ajoute le fait que la formation en aménagement du territoire est trop générale et ne fait apparaître aucune possibilité d'insertion professionnelle.

En conséquence, les aménageurs exercent des activités dans lesquelles ils n'ont pas les compétences requises. Ils sont déployés dans des secteurs qui ne correspondent pas à leur formation universitaire. Dans leurs enquêtes, les chercheurs ont identifié des problèmes liés aux champs de formation. Ce problème lié aux champs de formation est celui qui confirme le réel problème liés à l'insertion des diplômés, car la majorité d'eux se spécialise dans les domaines qu'ils ne pensent jamais exercer, car ils ont suivi la formation par contrainte et cette formation est moins consommée par le marché de l'emploi. Ce qui confirme la deuxième partie de notre hypothèse qui dit « *les principaux problèmes de l'insertion professionnelle des diplômés de secteur agricole sont liés aux textes régissant la formation dans les LTA, le marché et la vision du formé* »

CHAPITRE 3 : Problèmes liés à la formation et approches de solutions

Ici, il y a été question de présenter les résultats du diagnostic les différents problèmes qui minent ces centres de formation agricoles.

3-1 Spécification des problèmes et leurs pertinences

Ces différents lieux de formations techniques sont chacun structuré et régit par des textes qui définissent les conditions d'admission et d'encadrement des apprenants. Pour ce qui concerne les deux centres privés, les formations sur les métiers agricoles sont de courte durée. L'accès à la formation n'est pas subordonné à un test. Avec un niveau minimum de CM2, un apprenant qui souhaite s'inscrire peut le faire à tout moment. Les centres mettent en place un plan d'accompagnement des diplômés pour leur faciliter l'installation en entreprise. Cependant, il faut noter que le manque de ressources (financières et matérielles) ne permet toujours pas de garantir, un suivi rigoureux des diplômés dans toutes les zones. Cette limite reste la principale difficulté, de ce processus. Mais notons que ces deux dernière sur le total formé, toutes ont été installées du côté de centre Ruth et plus de 75 % du côté du centre AR2PI-ONG.

Au niveau des centres qui appartiennent à l'Etat, l'accès est conditionné à un test à la suite d'une étude de dossier. Le niveau exigé est le BEPC pour l'ensemble des filières à l'exception de la transformation agroalimentaire, qui est une formation de courte durée six (6) mois environ. Les informations collectées permettent de soutenir que les deux (2) lycées techniques agricoles (LTA Kika, Ina) connaissent les mêmes problèmes en ce qui concerne le suivi du devenir des sortis de ces lycées.

Les difficultés énumérées sont de deux (2) ordres. Il y a celles liés aux textes qui régissent la formation technique et professionnelle, et celles liées à la gestion de la formation des apprenants.

Parmi les problèmes liés aux textes, il y a :

- Formation plus théorique que pratique ;
- non-imposition d'une moyenne pour admission des apprenants en classe supérieur ;
- le recrutement d'un nombre élevé d'apprenants tenir compte de la capacité infrastructurelle du centre pour une formation de qualité ;
- le recrutement de certains formateurs qui n'ont pas reçu préalablement une formation agricole, ce qui rend parfois la phase pratique difficile ;

Pour les difficultés liées à la gestion des apprenants

- imposition de la formation par les parents à plus 25 % des apprenants en année académique 2017 – 2018.

« ...un jour, en début de rentrée lorsque j'étais à mon premier poste à Natitingou, un colonel des eaux et forêt vient avec son enfant dans un véhicule 4*4, le colonel sort du véhicule avec Colère se précipite vers l'administration remplit les formalités pour inscrire l'enfant avec lequel il était venu, en remplissant les formalités administratives l'enfant était tout triste derrière le véhicule. Il finit de remplir les formalités administratives et le surveillant du lycée sort de son bureau et demande, où se trouve l'enfant, et le colonel père de l'enfant répond, toi tu es où sort ton sac et écoute moi bien, je ne veux plus te voir à la maison si tu as besoin de quelque chose tu m'appelles, maintenant je vais voir si tu peux encore faire de la pagaille, tu vas bien étudier maintenant et tu sauras ce qu'on appelle étude» (Censeur LTA de Kika, Alassane T.).

Voyez-vous un peu comment les LTA sont devenus des dépotoirs ou garages où on vient déposer les enfants contre leur consentement et sans que ses enfants n'aient une vision ou passion de faire une telle formation ou non.

La figure n° 9 résumé des problèmes soulignés par les répondants

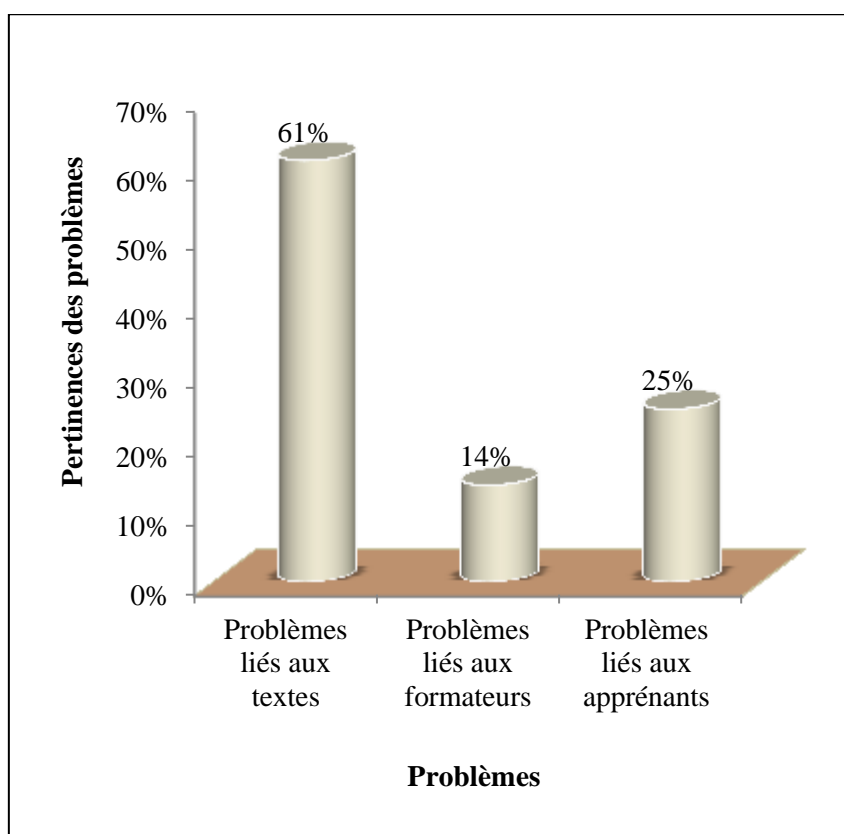


Figure 9 : Résumé des problèmes soulignés par les répondants

L'analyse de cette figure nous montre que parmi les problèmes que rencontre la formation dans les métiers agricoles des LTA du Borgou, les plus récurrents sont ceux relatifs aux textes devant coordonner les activités dans ces deux lycées. Estimé à 61 % ils sont suivis par ceux

liés aux apprenants eux-mêmes 25 %, qui viennent se faire former sans aucune conviction et par imposition des parents. Les problèmes liés aux formateurs sont en dernière position avec 14 %.

3-1-2 Problèmes liés à l'insertion professionnelle des diplômés sur les métiers agricoles (rôle de l'Etat)

L'insertion professionnelle des diplômés est un volet pris en compte comme annoncé plus haut par les privés dans leur offre de formation. Ce qui n'est pas le cas au niveau des centres de formation de l'Etat.

Plusieurs raisons justifient cela. En premier lieu, il y a que le cadre réglementaire de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (ETFP) qui ne prévoit rien dans ce sens. En second lieu, on note une faible volonté de l'Etat dans l'accompagnement des diplômés à l'entrepreneuriat privé. Aucun dispositif ou mécanisme d'insertion n'est mis en place pour garantir un auto-emploi aux diplômés. Du coup, chaque année, les sortis de ces lycées se retrouvent encore dans les rangs des diplômés sans emploi. Or, ils ont reçu une formation technique qui les rend capables d'entreprendre juste à la fin de leur formation.

3-1-3 Problèmes de l'insertion liés aux responsabilités des apprenants (diplômés)

Après une formation professionnelle, c'est la phase de réinvestissement qui suit. Des échanges avec les diplômés, le constat est qu'à peine les 40 % des diplômés arrivent à s'auto-employer immédiatement à la fin de leur formation grâce aux parents ou à des personnes de bonne volonté. Plusieurs raisons ont été évoquées. Les plus récurrentes sont :

- Manque de moyen financier propre pour le démarrage 60 % de ceux qui ont une volonté de s'auto-employer ;
- Difficultés pour certains à obtenir un domaine pour implanter leur exploitation agricoles, au total 25 % vivent cette situation ;
- La plus part des institutions de micro finance n'offrent pas leur service sans une garantie, toute chose que le formé sortis nouvellement d'un lycée ne dispose, 15 % sont concernés.
- Ceux qui ont été diplômés sur initiative des parents sans être convaincus, attendent le miracle de l'Etat pour les embouchés, ils sont estimés à 25 % de l'effectif total. Ce groupe de diplômés veut avoir un travail rémunérateur par l'Etat sans une motivation quelconque.

3-1-4 Confrontation des résultats relatifs aux problèmes de l'insertion liés aux formateurs à ceux obtenus dans d'autres travaux de recherche

Selon une étude réalisée par l'UNESCO en 2017 sur l'Afrique de l'Ouest, le domaine de l'éducation a largement souffert et cette diète budgétaire, et il en paie encore les conséquences : en 2017, 25 % seulement des enseignants du secondaire étaient qualifiés. Selon une enquête de l'Unesco de 2011, le Bénin se classe sur la liste des dix premiers pays à fort taux d'analphabétisme (58 %), ([Pierre Lepidi](#), 2011). Depuis 2010, la formation des professeurs et des instituteurs a repris son cours. Il y a trois ENS au Bénin, chacune ayant des filières spécifiques : à Porto Novo (langues, lettres modernes, histoire-géographie et philosophie), à Natitingou (mathématiques, physique et sciences de la vie et de la Terre) et enfin à Lokossa (enseignement technique : électricité, comptabilité...). Dans le pays de 11 millions d'habitants, on compte une soixantaine de langues, dont le fongbè, qui est de loin la plus parlée (24 % de la population) et le yoruba (8 %). Mais, dans la Constitution, c'est le français qui est proclamé langue officielle. C'est la langue de l'Etat, de l'administration, de la justice et c'est aussi celle qui est aujourd'hui privilégiée par le gouvernement : 20 % des élèves boursiers inscrits à l'ENS ont choisi la filière français, 15 % ont préféré l'anglais ou l'histoire-géographie, et 10 % l'allemand. Dans toute cette liste des filières de formation des enseignants ne figurent nul par la formation des formateurs dans les filières techniques agricoles.

3-1-4 Problèmes de l'insertion liés aux autorités locales

Dans l'ensemble des Communes sillonnées, seul la Commune de Parakou ayant pris une décision depuis deux ans de par sa municipalité, de mettre à disposition des diplômés qui veulent s'installer à leur propre compte des terres pour l'exploiter sans contrepartie. Mais quant aux deux autres Communes, une telle décision même si elle est prise, n'est pas encore publiée.

3-2 Analyse et commentaire des problèmes liés à l'insertion professionnelle des diplômés des différents LTA sillonnés par le modèle SWOT

Ici, il a été question de faire une analyse des différents problèmes constatés étant certainement à la base d'un dysfonctionnement des lycées et la suite de la vie professionnelle des diplômés. Les tableaux VI à VIII présentent l'analyse commentée des différents problèmes identifiés.

Tableau V : Analyse commentée des textes

ANALYSE COMMENTE DES TEXTES	
Force	Faiblesse
<ul style="list-style-type: none"> - l'entrée dans les LTA est prévu sur un texte d'entrée ; - une allocation scolaire prévue pour ceux qui sont admis dans les LTA après les textes ; - les apprenants admis après les textes sont hébergés dans les LTA ; - les travaux pratique sont prévus par les textes et ceux à 75 %, les cours théoriques à 25 % ; - le recrutement des encadreurs par spécialités ; - équipement obligatoire des LTA - développement des métiers agricoles. 	<ul style="list-style-type: none"> - non application des textes ; - les cours théoriques prennent 75 % au lieu de 25 % des horaires de travaux ; - le recrutement des enseignants ne respecte plus les textes.
Opportunité	Menace
<ul style="list-style-type: none"> - la reconnaissance de l'économie du pays basée sur l'agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> - non prise en compte des mesures d'accompagnements ; - manque de terre pour l'exploitation et la mise en pratique de la formation ; - retard des subventions.

Tableau VI : Analyse commentée sur les enseignants

ANALYSE COMMENTE DES ENSEIGNANTS	
Force	Faiblesse
<ul style="list-style-type: none"> - les encadreurs sont hébergés dans les LTA ; - recrutement de certains encadreurs de spécialité ayant une formation de base dans les LTA ; - le suivi rigoureux de certains encadreurs de spécialité surtout lors des travaux pratiques ; 	<ul style="list-style-type: none"> - non existence des encadreurs femme dans certaine filière ; - sexualisation de certaines spécialités ; - manque de formations des encadreurs ; - non motivation des encadreurs ; - manque des encadreurs pour la manipulation des machines agricoles.

Opportunité	Menace
- existence des diplômés capables de partager leur savoir ;	- manque des encadreurs dans les spécialités ; - manque des séances de recyclage aux encadreurs surtout ceux des spécialités.

Tableau VII : Analyse commentée sur les apprenants

ANALYSE COMMENTEE DES PROBLEMRS LIES A L'APPRENANT LUI-MEME	
Force	Faiblesse
<ul style="list-style-type: none"> - volonté de certains apprenants ; - passion des apprenants pour les métiers agricoles et d'évoluer en agriculture ; - vision des apprenants à s'installer à leur propre compte. 	<ul style="list-style-type: none"> - choix de la filière sans aucune conviction ; - suivisme de certains apprenants pour venir à la formation ; - préjuger des certains apprenants sur cernes filières ou spécialités données comme non porteurs d'avenir ; - vision erronée de choix de filières sous prétexte que quelqu'un avait fait et à réussir sa vie.
Opportunité	Menace
<ul style="list-style-type: none"> - promotion des filières agricoles par le gouvernement ; - le climat très favorables pour nos cultures ; - existences des équipements de travail à acquérir. 	<ul style="list-style-type: none"> - imposition par les parents des filières de formation et spécialités aux enfants ; - non disponibilité de terre pour s'installé à son propre compte ; - faible existence des fermes agricoles pour accueillir les diplômés pour leur performance ; - non existence du marché de consommation.

3-2-1 Confrontations des résultats liés à analyses et commentaire des problèmes liés à l'insertion professionnelle des diplômés des différents LTA sillonnés par le modèle SWOT

D'après un rapport d'étude dirigé par Migan Gilbert en 2014 sur « *Politiques et dispositifs d'insertion professionnelle et de creation d'emplois* », il est souligné dans ledit rapport que beaucoup de jeunes sont sortis des collèges, lycées, universités, etc et ont choisi des branches d'activités qui ne leur offrent pas de débouchés. Le gouvernement, à travers la création de la Direction de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes (DRIJ) a offert une seconde chance pour changer de carrière et réussir leur vie. Des formations de courtes durées (3 à 9 mois) dans des métiers porteurs leur sont offertes afin qu'ils acquièrent des compétences techniques et professionnelles pour aller sur le marché du travail. A ce titre, 350 jeunes ont été

reconvertis en 2012/2013 dont le 1/3 s'est déjà installé dans des métiers comme l'élevage, la réparation des portables, la mécanique, la réparation des photocopieurs, etc. La DRIJ vient d'appuyer une douzaine de jeunes reconvertis qui manquaient de petits équipements pour s'installer à leur propre compte. La qualité de l'enseignement supérieure au Bénin se heurte à quatre contraintes majeures : des programmes de formation et de recherche inadaptés par rapport aux objectifs de développement; des conditions d'enseignement et d'apprentissage inadéquates ; le manque d'effectifs et la sous-qualification du personnel enseignant, et l'isolement des institutions d'enseignement supérieur. Malgré les intentions exprimées et en dépit des efforts concrets entrepris dans plusieurs pays de la sous-région pour réviser les programmes d'études, la majorité des programmes se révèlent inadaptés pour répondre aux besoins du développement économique et du marché du travail. Ils ont été développés en vase clos. Les mécanismes de concertation et de collaboration avec l'environnement social sont au mieux inopérants et n'offrent que peu ou pas d'occasions concrètes d'interactions entre les enseignants et le milieu, ainsi qu'entre les étudiants et le marché du travail. Les mécanismes formels d'évaluation des programmes sont souvent inexistantes et les mécanismes de révision des programmes lourds à opérer. Il convient de souligner que les programmes sont de plus fondés sur une conception pédagogique qui laisse peu de place aux étudiants, valorisent peu l'apprentissage autonome et l'utilisation des TIC. Dans ce contexte, la révision des contenus des programmes d'études et de la pédagogie représente un enjeu majeur d'amélioration de la qualité et de la pertinence de l'enseignement supérieur. Lesdits programmes doivent trouver leur ancrage dans les besoins du milieu économique et social. Dans cette perspective, on doit prévoir des mécanismes de coopération avec le milieu pour la formation pratique des étudiants. Ils doivent proposer un renouvellement des approches pédagogiques qui fassent davantage place à l'apprentissage autonome, à la participation des étudiants, à l'utilisation des TIC. Ils doivent enfin permettre de développer leurs capacités d'analyse et de synthèse et d'acquérir des compétences favorisant leur insertion dans la vie économique. Tout cela confirme l'importance et de l'analyse des problèmes liés à l'insertion professionnelle puis la réflexion sur l'élaboration des approches de solutions. Ainsi l'hypothèse 2 qui « *le modèle d'analyse swot est élaboré pour mieux apprécier et analyser ces différents problèmes* » est validée.

3-2-2 Synthèse des problèmes liés à la formation et à l’insertion professionnelle des diplômés en métiers agricoles des LTA dans le Borgou

Le tableau n° VIII présente la synthèse des différents dysfonctionnements constatés dans les lycées sillonnés

Tableau VIII : Synthèse des dysfonctionnements

Domaines	Dysfonctionnements
Textes	formations qui ne tiennent pas compte du besoin du marché
	non rigidité des textes sur l’admission dans ces deux lycées
	non-imposition d’une moyenne pour passer en année supérieur
	pas un plan d’insertion professionnelle des diplômés
	non accompagnement des diplômés après formation
	l’acceptation d’un nombre très important sans tenir compte des capacités du centre
Enseignant	recrutement des enseignants en spécialité qui n'ont pas reçu une formation de base dans un LTA
Apprenant lui-même	faire la formation sur imposition des parents
	venir à la formation sans avoir une vision d’avenir après formation
	manque des moyens financier pour s’installer à son propre compte
	manque de terre pour s’installer à son propre compte

4-2-2 Le modèle d’analyse modèle SWOT

Après analyse souligné la figure 10 présente les différents composants du modèle SOWT appliqué à la problématique de l’insertion professionnelle.

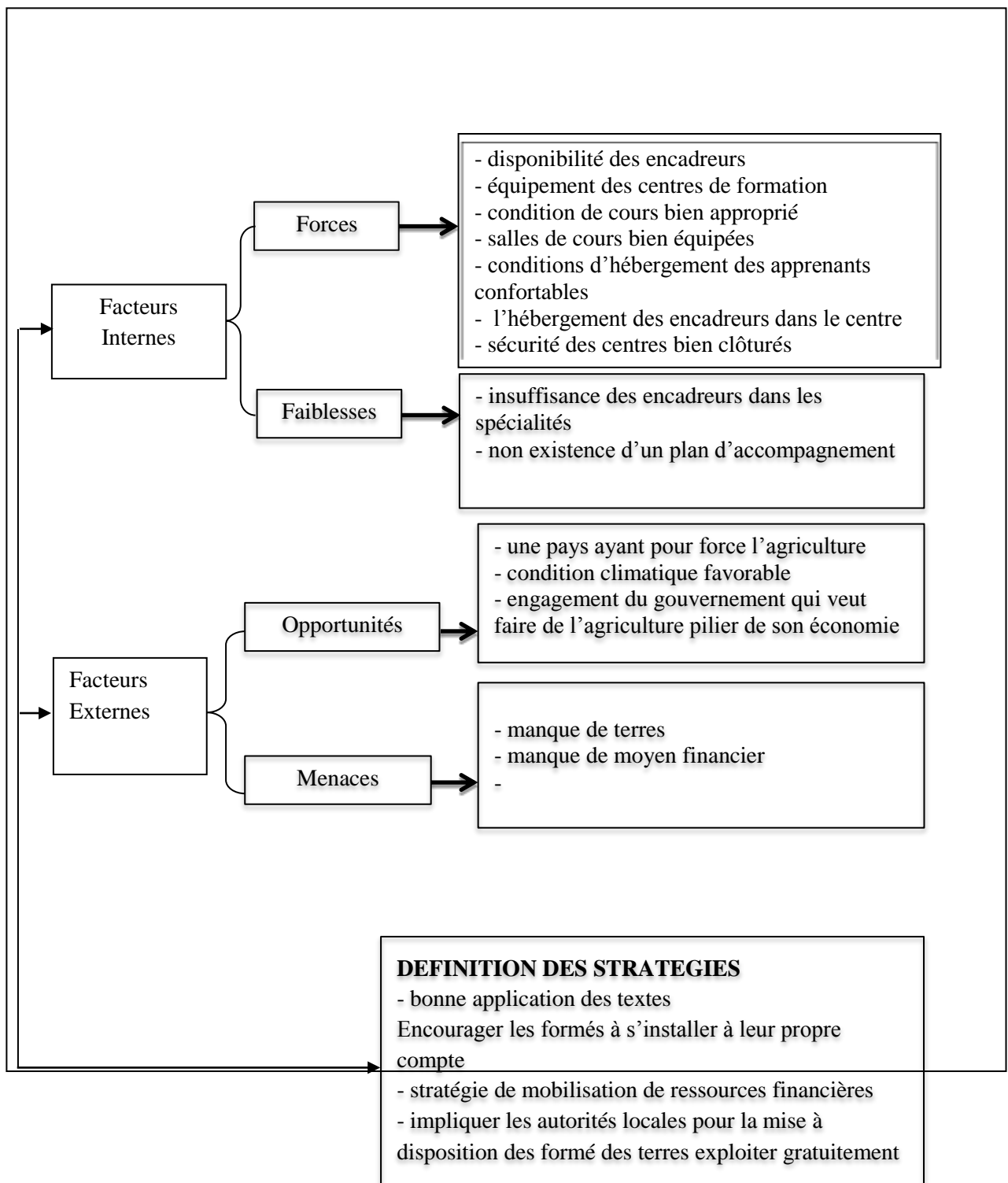


Figure 10: Modèle d'analyse SWOT appliqué aux facteurs et aux contraintes de l'insertion professionnelle des formés des LTA dans Parakou, Tchaourou et Bembéréké
Source : Résultat des travaux de terrain, septembre 2018

De la figure 10 il ressort que plusieurs facteurs (naturels et humains) participent au développement de l'entrepreneuriat agricole. Par contre, plusieurs contraintes qui sont d'ordre socioculturel, politique et institutionnel freinent l'entrepreneuriat agricole. Des stratégies et renforcements qui doivent être adoptées dans la Commune de Borgou sont proposés.

3-3 Approches de solutions pour faciliter l'insertion professionnelle des diplômés

Après avoir fait le diagnostic des dysfonctionnements que connaissent les LTA, il revient de proposer des approches de solutions nécessaires à la prise en compte de ces jeunes à la fin de leur formation.

3-3-1 Approches de solution pour l'insertion professionnelle

Les leviers qui peuvent faciliter l'employabilité de façon rapide des diplômés en tenant compte des difficultés soulevés sont :

- rendre plus technique la formation (25 % de théorie et 75 % de pratique) ;
- faire le recrutement pour l'entrée dans les lycées en trois phases : présélection par écrit, entretien psychosocial et validation d'un projet d'avenir proposé par l'apprenant lui-même ;
- faire accompagner les appareils par les spécialistes pour la manipulation ;
- l'Etat doit revoir les textes qui régissent la formation ;
- l'Etat doit avoir un plan d'accompagnement des diplômés sans contrepartie ;
- l'Etat doit imposer une moyenne à avoir (au moins 12/20) avant de passer en classe supérieur ;
- recruter des formateurs ayant reçu une formation de base dans un LTA avec une bonne mention lors de leur formation ;
- former tous les formateurs sur l'utilisation des matériels agricoles.

La figure 11 présente la hiérarchisation de ces approches de solution, ce graphe est obtenu après le calcul du taux des répondants sur chaque approche de solution.

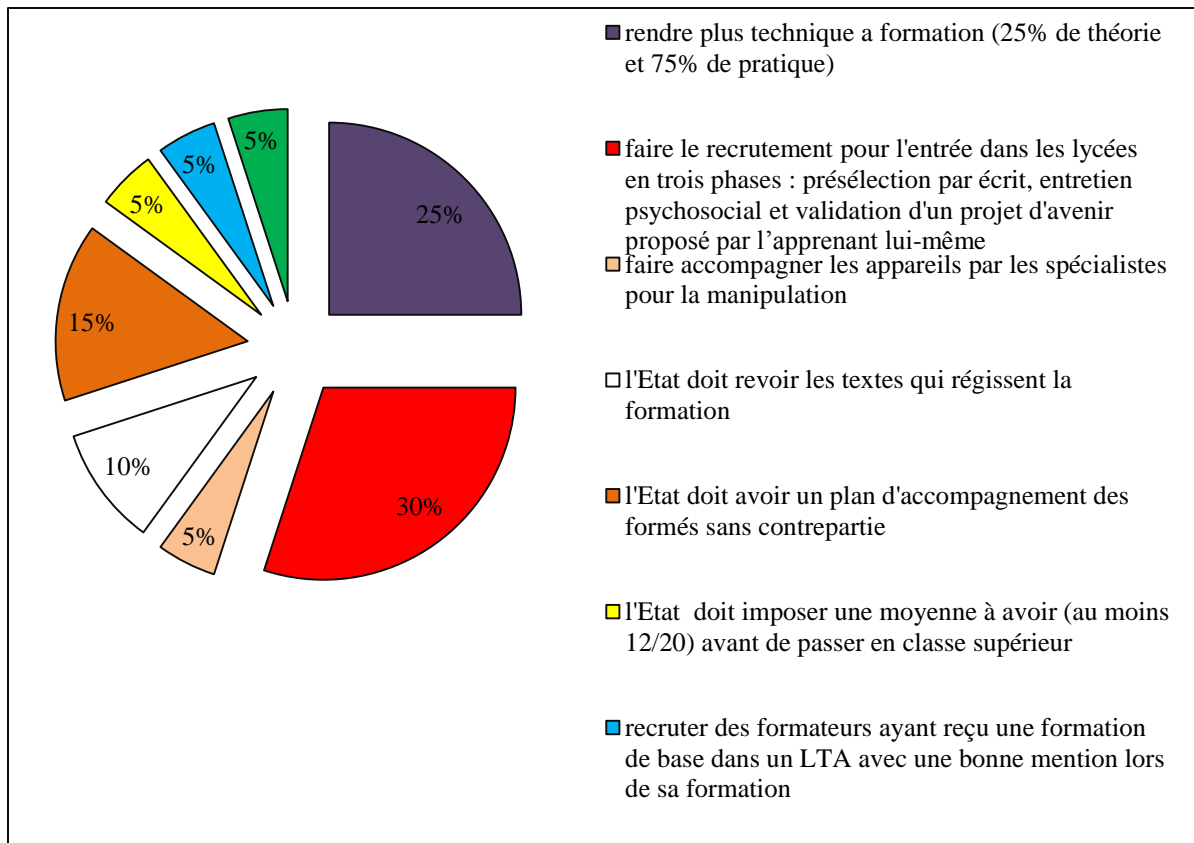


Figure 11 : Hiérarchisation des approches de solution des problèmes identifiés dans les LTA

L'examen de la figure 11 montre qu'il y a trois approches de solutions qu'il faut apporter de manière très urgentes. Ces approches de solutions sont :

- faire le recrutement pour l'entrée dans les lycées en trois phases : présélection par écrit, entretien psychosocial et validation d'un projet d'avenir proposé par l'apprenant lui-même ;
- rendre plus technique la formation (25% de théorie et 75% de pratique)
- l'Etat doit avoir un plan d'accompagnement des diplômés sans contrepartie.

3-3-2 Approche de solution à l'insertion professionnelle des diplômés

Il serait aussi important de faire cas de quelques points pertinents qui pourront participer à une meilleure insertion professionnelle des diplômés afin de réduire le taux de chômage dans le rang de ceux qui suivent les formations dans les LTA. Ces approches de solution aux différents problèmes soulevés ci-haut par rapport à l'insertion professionnelle sont entre autres

- accompagner des diplômés sans contrepartie à s'installer à leur propre compte ;
- Accéder à la formation dans les LTA avec son projet professionnel d'avenir ;
- attribuer gratuitement de terre à tous les diplômés qui souhaitent s'installer à leur propre compte sans complication foncière à long terme ;

- appuyer financièrement tous les diplômés pour leur permettre de s'installer à leur propre compte.

La figure 12 suivante présente les approches de solution à l'insertion professionnelle par ordre d'importance

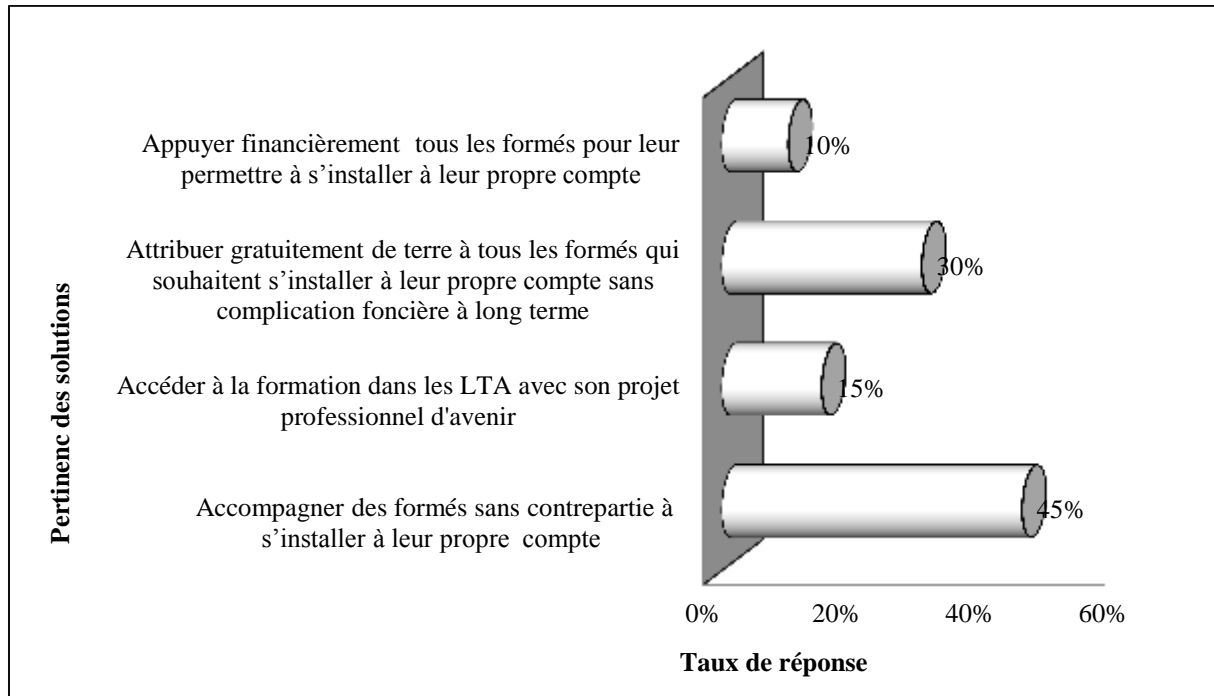


Figure 12 : approche e solutions par ordre d'importance

L'examen de la figure 12 présente l'accompagnement des diplômés sans contrepartie et attribution de terre gratuitement avec respectivement 45 % et 30 % comme solution urgente à en tenir compte afin de faire de l'insertion professionnelle, une réalité et une force des lycées.

Selon le Censeur du lycée agricole de Kika, un formé des LTA est déjà un produit fini consommable sur le marché, avec un peu de soutien, il est capable de s'auto employer.

« Personne ne doit quitter un lycée technique agricole et aller encore dans les universités pour poursuivre ces études » (Alassane T.)

Il faut aussi préciser, que dans le Borgou, certains partenaires au développement ont soutenus certaines initiatives dans le cadre de la formation des jeunes sur les métiers agricoles. Il s'agit du Programme Appui à la Formation Professionnelle Agricoles et Artisanas (PAFPAA), le Projet Insertion Durable pour le développement Agricole (Projet IDA). Ces initiatives méritent d'être soutenues par l'Etat et les collectivités locales pour les rendre pérennes vu que

les projets ont une durée de vie et que l'Etat a l'obligation de créer des conditions favorables au bien-être social de sa population.

La planche 4 présentent les matériels offerts aux élèves de Lycée Technique Agricole de d'Ina en fin de formation 2018.



Planche 4 : Matériels offerts aux élèves de Lycée Technique Agricole de d'Ina en fin de formation 2018 par le Projet IDA.

Prise de vue : ABOUBAKAR Z., septembre 2018

La photo A présente les matériels en attente de distribution aux élèves du Lycée Agricole Technique de Kika en fin de formation 2018. Ces matériels sont offerts par le Projet Insertion Durable pour le développement Agricole (projet IDA) en appui pour l'installation des apprenants ayant terminé leur formation en 2018. Il faut signaler que le matériel est composé entre autre de houes, haches, arrosoirs, coupe-coupe, balaies, pulvérisateurs, bassines, bottes. Quant à la photo B, elle présente la fin de la distribution du matériel. Chacun des bénéficiaires s'apprêtait à rentrer avec ses matériels pour son installation avec les matériels attachés sur les motos.

3-3-3 Confrontation des approches de solutions à la redynamisation des centres de formation et à l'insertion professionnelle

Dans une étude conduite par le ROCARE en 2014 souligne dans son rapport qu'à mesure que les systèmes d'enseignement se développent, la question du rôle de l'éducation dans la préparation des jeunes au monde du travail se déplace. Pour de nombreux pays, elle tend de

plus en plus à se poser au niveau de l'enseignement supérieur. L'expansion de l'enseignement supérieur résulte à la fois de l'effet mécanique de la croissance du secondaire mais elle relève aussi de politiques d'éducation volontaristes. Dans ce contexte des préoccupations nouvelles apparaissent, notamment la crainte d'un risque de surproduction de diplômés au terme de ce qui relèverait d'un processus d'inflation scolaire. Tombée en désuétude avec l'abandon des approches « adéquationnistes », la question de la correspondance entre la formation reçue et l'emploi occupé redevient d'actualité. Par ailleurs, une importance accrue est accordée à l'objectif d'employabilité tout au long de la vie. La question de l'adéquation entre la formation et l'insertion des diplômés est tout aussi délicate. Les modes d'approche des politiques de formation ont beaucoup évolué en trois décennies. La question de « l'adéquation » est restée centrale jusqu'aux années 1970, notamment dans le cadre de la planification reposant sur une prospective des métiers et des qualifications. L'enjeu, dans le contexte de la croissance fordiste, était d'assurer à une économie en pleine croissance et en pleine mutation les « qualifications » dont elle avait besoin. Avec la montée du chômage des jeunes, le problème de leur insertion est devenu la préoccupation majeure. On parle de nos jours de l'« adaptation » des diplômés au marché de l'emploi. Outre le déploiement massif des dispositifs de la politique de l'emploi, deux réponses ont été apportées du côté de la formation : l'élévation du niveau général et le rapprochement – via le développement des formations professionnelles et le soutien aux formations en alternance – du système de formation et du système de production (Raffe D., 2000). Ces propositions de réponses viennent confirmer les propositions émises par le présent travail. Ainsi l'hypothèse 3 « *les approches de solution sont proposées* » est validée

CONCLUSION

Au terme du présent travail de recherche, les principaux problèmes de l'insertion professionnelle des diplômés de secteur agricole sont identifiés à la suite d'une enquête socio-économique. Cette enquête socio-économique est tenue sur un échantillonnage de 184 personnes au total dans les trois Communes concernées par le présent travail de recherche. Le travail a été une réussite à l'aide d'un questionnaire élaborée à cet effet. Cette démarche a permis de répertorier les principaux problèmes sont surtout liés aux textes devant coordonnés les activités dans ces deux lycées avec 61 %, ils sont suivis de ceux liés aux apprenants eux-mêmes, qui viennent se faire former sans aucune conviction et puis l'imposition de la formation aux apprenants par les parents. Ces problèmes sont analysés dans le modèle d'analyse SWOT puis après des propositions de solutions ont été faites. Ces approches de solutions sont entre autres : rendre plus technique a formation (25% de théorie et 75% de pratique), faire le recrutement pour l'entrée dans les lycées en trois phases (présélection par écrit, entretien psychosocial et validation d'un projet d'avenir proposé par l'apprenant lui-même), faire accompagner les appareils par les spécialistes pour la manipulation, l'Etat doit revoir les textes qui régissent la formation, l'Etat doit avoir un plan d'accompagnement des diplômés sans contrepartie, l'Etat doit imposer une moyenne à avoir (au moins 12/20) avant de passer en classe supérieur, recruter des formateurs ayant reçu une formation de base dans un LTA avec une bonne mention lors de sa formation, former tous les formateurs sur l'utilisation des matériels agricoles.

Il urge :

- de former les enseignant dans le domaine technique et par spécialité ;
- de rendre plus rigide les textes qui régissent la formation dans les LTA ;
- de mettre à disposition des diplômés des LTA, le domaine à exploiter pour la pratique sans contrepartie ;
- d'impliquer les autorités locales dans cette gestion des diplômés des LTA.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Acclassato, D., Agayet, L.A. & Eggoh, J. (2009). *Microcrédit et corruption : description et analyse théorique. Version provisoire. 28 p.*

BIT/Cotonou (2013), ‘‘Rapport d’évaluation du Projet de renforcement des Compétences pour l’Emploi des Jeunes et le Développement Rural en Afrique de l’Ouest Bénin et Burkina-Faso (CEJEDRAO)’’ - Bureau BIT/Cotonou.

British Labour Market », *Applied Economics*, n° 31, pp. 1437-1453.

Doligez, F. & Gentil, D. (2000). *Le financement de l’agriculture, partie 332 du Mémento de l’Agronome. Document de travail, version n°2. Montpellier, France : IRAM.*

Economy, vol. 87 (5), pp. 979-990.

EDS/EMICOV (2006), *extrait de la communication de CAKPO CHICHI A, sur le système éducatif béninois, CCIB, 2010.*

Education.

Fondeur Yannick (1999), « *Insertion professionnelle des jeunes : quelles sont les temporalités pertinentes ?* » in Degenne A., Lecoutre M., Lièvre P., Werquin P., (éd.), *Insertion, transition professionnelle et identification de processus, CEREQ, série des documents séminaires, n° 142.*

Freeman R. B. (1976), *The Overeducated American*, New York, NY : Academic Press.

Green A., Wolf A., Leney T. (1999), *Convergence and Divergence in European Education*

Honlonkou, A., Acclassato, D. & Quenum, V. (2006). *Déterminants de la performance de remboursement dans les institutions de microfinance au Bénin. Annals of Public and Cooperatives Economy*, 77(1): 53-81.

ILO. (2006). *Global Employment Trends for Youth. Geneva: International Labour Office.*

INSAE (2010). ‘‘Enquête Modulaire Intégrée sur la Condition de Vie des Ménages (EMICoV)’’ (Institut national de la statistique et de l’analyse économique, Cotonou).

INSAE (2011). ‘‘Enquête Modulaire Intégrée sur la Condition de Vie des Ménages (EMICoV)’’ (Institut national de la statistique et de l’analyse économique, Cotonou).

Jovanovic B. (1979). « *Job Matching and the Theory of Turnover* », *Journal of Political*

Kodjo, K. Z .M., Abiassi, E.H. & Allagbé, M.C. (2003). *Le financement de l’agriculture béninoise dans un contexte de libéralisation: contribution de la microfinance. Cahier de Recherche ELIFID 03-5. Genève : Bureau International du Travail. 53 p.*

- MEF/BENIN (2013), *“Plan de Promotion de l’Emploi des Jeunes”* (rédigé par un Comité National placé sous la coordination de la Direction Générale de l’Analyse Economique/MEF/BENIN).
- MEMP (2013). *Plan décennal de développement du secteur de l’éducation actualisé. Phase 3/2013-2015. Document de travail. Ministère des Enseignements maternel et primaire, Dakar, Sénégal.106 p.*
- MESFTP (2006). *“Recueil des Textes Officiels sur l’Apprentissage et la Formation Professionnelle Continue au Bénin”*.
- MESFTP (2011). *“Document descriptif du dispositif de Formation Professionnelle par Alternance Post-Education de Base (FPAPEB)”*.
- MESFTPRIJ (2012). *“Décret n°2012-431 du 06 novembre 2012 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l’Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle, de la Reconversion et de l’Insertion des Jeunes”*.
- MESFTPRIJ (2013). *“Annuaire statistique 2011/2012 de l’enseignement secondaire général du Bénin”* (Service de la Gestion du Système d’Information/DPP/MESFTPRIJ).
- MESFTPRIJ. (2014). *“Document de réforme du cursus de l’enseignement technique et de la formation professionnelle”* (MESFTPRIJ).
- Mincer J. (1974). *Schooling, Experience and Earnings*, Columbia University Press, New York.
- Montcho, S. (2014). *Dimensions socioculturelles de l’empowerment des femmes bénéficiaires de microcrédits dans l’arrondissement d’Adjohoun-Centre. Mémoire de Diplôme d’Etude Approfondie : Université d’Abomey-Calavi (Bénin).*
- OCDE (2004), *« l’enseignement supérieur en Amérique Latine, la dimension internationale »*
- Raffe D. (2000). *Strategies for Collecting Cross- National Data on Education-to-Work*
- Sloane P.J., Battu H. et Seaman P.T. (1999), *« Overeducation, Undereducation and the Spence, (1973) The Quarterly Journal of Economics, Vol. 87, No. 3. (Aug., 1973), pp. 355-*
- Thurow L.C. (1975), *Generating Inequality*, Basic Books, New York.
- Transitions: Recommendations of the CATEWE project, CES, University of Edinburgh.*
- UNESCO (1998), *World Conference on Higher Education for the twenty first century: Vision*
- UNESCO (2004). *Rapport de suivi mondial 2005 – Éducation pour tous, l’exigence de qualité, Paris : UNESCO, 263 p. + Annexes. York. 374p.*

ANNEXES

Annexes 1 : Questionnaire

I. Identité générale de l'enquêter

1-1 Nom et prénom

1-2 sexe

1-3 âge

1-4 situation matrimoniale

1-5 religion

1. 1-6 activité principale

1-7 activités secondaires

1-8 formation de base

1-9 ethnie

Lieux de résidence pour après avoir la faciliter dans la synthèse par commune

II. Questions relatives à OS1

2-1 depuis quelle année avez-vous fini votre formation

0-5 5-10 15-plus

2-2 avant votre formation, quel était votre vision ?

Devenir moi-même (auto-emploi) recruté par l'Etat une association
travaillez pour un privé travailler dans une institution internationale
autres

2-3 comment avez-vous fait le choix de votre formation ?

Imposition des parents j'ai suivi mon camarade d'enfance qui veut ou qui fait ça
(suivisme)

une passion pour cette formation à cause de ma vision d'avenir le
devenir de ceux qui ont fait cette formation ça procure bien de l'argent pour
vite trouver de l'emploi autres

2-4 existe-t-il un texte qui parle de la vie après votre formation ?

Oui non aucune idée

2-5 quelles sont les promesses de l'Etat ou de l'école de formation pour les diplômés

Accompagner tous à s'installer ; directement par l'Etat

Vous envoyez directement dans les services indiqués autres

2-6 l'école ou l'Etat prévoit-il le devenir des diplômés avant d'autoriser les inscriptions par promotion et ou par filière ?

Oui non aucune idée

2-7 comment appréciez-vous la qualité de la formation

Très-bien bien formation porteuse d'avenir Très peu d'opportunité

2-8 avez-vous bénéficié d'une bonne formation avec toutes les conditions, étapes ou équipements adéquats ?

Oui non pas totalement

2-9 est-ce que vos formateurs ont selon vous donné le meilleur d'eux-mêmes ?

Oui non un peu bâclé le travail

2-10 vos équipements de travail sont-ils les causes de votre non insertion professionnelle ?

Oui non

2-11 La formation vous est-elle utile aujourd'hui ?

Oui Non

2-12 quelles sont vos difficultés après la formation ?

III. Questions relatives à OS3

3-1 Que doit faire l'Etat ou l'Ecole de formation pour résoudre ces problèmes soulignés ?

Revoir ses textes former sur besoin du marché bien former les apprenants autres

3-2 quelles prédispositions préparations personnelles chaque diplômés doit avoir avant de démarrer la formation ?

Avoir un projet avant de démarrer la formation

Ne pas aller à cette formation comme un suiviste

Etre passionné pour la formation

Ne pas se faire former par imposition des parents

Autres

3-3 à propos des formateurs

Recyclage des formateurs

Mettre à leur disposition les équipements qu'il faut

Autres

3-4 quelles sont les propositions à l'endroit de vous les diplômés

Liste des tableaux

Tableau II : Synthétique de la recherche documentaire.....	20
Tableau III : Répartition spatiale des exploitations enquêtées	21
Tableau IV : Présentation des lieux de formation, des filières et le taux d'inscription.....	29
Tableau V : Analyse commentée des textes	41
Tableau VI : Analyse commentée sur les enseignants	41
Tableau VII : Analyse commentée sur les apprenants	43
Tableau VIII : Synthèse des dysfonctionnements	45

Liste des figures

Figure 1 : Localisation du secteur d'étude	12
Figure 2 : Diagramme climatique de la station de Parakou (1984-2013).....	13
Figure 3 : Carte hydrographique du secteur d'étude	15
Figure 6 : Evolution de la population entre 1979 et 2013.	16
Figure 7 : Modèle d'analyse SWOT <i>Source</i> : Adapté de Johnson et <i>al.</i> , 2008.	24
Figure 8 : Cartographie de LTA	32
Figure 9 : Résumé des problèmes soulignés par les répondants.....	38
Figure 10: Modèle d'analyse SWOT appliqué aux facteurs et aux contraintes de l'insertion professionnelle formés des LTA dans Parakou, Tchaourou et Bembéréké.....	46
Figure 11 : Hiérarchisation des approches de solution des problèmes identifiés dans les LTA.....	48
Figure 12 : approche e solutions par ordre d'importance.....	49

Liste des photos et planches

Planche 1 : Deux centres publics de formation des métiers agricoles.....	33
Planche 2: Deux centres de formation privée aux métiers agricoles dans la Commune de Zarakou	34
Planche 3 : Principales activités des centres de formation aux métiers agricoles dans les Communes de Tchaourou, Parakou et Bembéréké.....	35
Planche 4 : Matériels offerts aux élèves de Lycée Technique Agricole de d'Ina en fin de formation 2018 par le Projet IDA.	50

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	2
SIGLES ET ACRONYMES	3
DEDICACE.....	3
REMERCIEMENTS	5
RESUME.....	6
ABSTRACT	6
INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE 1 : Cadre théorique de l'étude et approche méthodologique	9
1-1 CADRE THEORIQUE	9
1-1-1 Problématique	9
1-1-1-1 Objectif général	10
1-1-1-1-1 Objectifs spécifiques	10
1-1-1-2 Hypothèses de travail	11
1-1-2 Clarification des concepts.....	11
1-2 Cadre géographique du milieu d'étude	11
1-2-1 Situation géographique	11
1-2-2 Caractéristiques biophysiques	13
1-2-2-1 Conditions climatiques	13
1-2-2-3 Relief et hydrographie	14
1-2-3 Facteurs humains	16
1-2-3-1 Données démographiques.....	16
1-2-3-2 Activités économiques	17
1-3 Matériel et méthodes.....	19
1-3-1 Recherche documentaire.....	19
1-3-2 Matériel et méthode relatif à l'objectif spécifique 1 : présenter les acteurs impliqués à travers leurs rôles et responsabilités.....	22
1-3-2-1 Matériel	22
1-3-2-2 Techniques de collecte des données.....	22
1-3-2-4 Matériel et méthode relatif à l'objectif spécifique 2 : identifier les différents problèmes liés à l'insertion professionnelle des diplômés et le rôle des acteurs	25
1-3-2-4-1 Matériel et techniques	25
1-3-2-4-2 Techniques de collecte des données	25
1-3-2-4-3 Techniques de traitement des données.....	25

1-3-2-5 Matériel et méthode relatif à l'objectif spécifique 3 : analyser le dispositif.....	25
1-3-2-5-1 Matériel.....	25
1-3-2-5-2 Techniques de collecte des données.....	26
1-3-2-5-3 Techniques de traitement des données.....	26
CHAPITRE 2 : Rôles et responsabilités des acteurs impliqués dans la formation et insertion des diplômés des LTA.....	27
2-1 Rôles et responsabilités des acteurs impliqués dans la formation et insertion des diplômés des LTA.....	27
2-1-1 acteurs impliqués.....	27
2-1-2 Rôles et responsabilités des acteurs.....	27
2-2-1 Cartographie des différents centres de formation sur les métiers agricoles sillonnés	31
2-2-1-1 Centres de métiers agricoles publics visités.....	33
2-2-1-2 Centres de métiers agricoles privés visités.....	33
2-2-1-3 Principales activités des centres de formation des métiers agricoles visités.....	34
Problèmes liés à la structuration des centres de formation.....	29
5-2 Problèmes de l'insertion liés aux apprenants (diplômés).....	35
Chapitre 3 : Problèmes liés à la formation et approches de solutions.....	37
3-3-1 Spécification des problèmes et leurs pertinences.....	37
3-3-2 Problèmes liés à l'insertion professionnelle des diplômés sur les métiers agricoles (rôle de l'Etat).....	39
3-3-3 Problèmes de l'insertion liés aux responsabilités des apprenants (diplômés).....	39
3-3-4 Problèmes de l'insertion liés aux autorités locales.....	40
3-4 Analyse et commentaire des problèmes liés à l'insertion professionnelle des diplômés des différents LTA sillonnés par le modèle SWOT.....	40
3-4-1 Synthèse des problèmes liés à la formation et à l'insertion professionnelle des diplômés en métiers agricoles des LTA dans le Borgou.....	45
4-4-2 Le modèle d'analyse modèle SWOT.....	45
3-5 Approches de solutions pour faciliter l'insertion professionnelle des diplômés.....	46
3-5-1 Approches de solution pour l'insertion professionnelle.....	47
3-5-2 Approche de solution à l'insertion professionnelle des diplômés.....	48
3-Problèmes de l'insertion liés aux formateurs.....	40
3-4 Analyses et commentaire des problèmes liés à l'insertion professionnelle des diplômés des différents LTA sillonnés par le modèle SWOT.....	43

3-5 Approches de solutions à la redynamisation des centres de formation et à l’insertion professionnelle	50
CONCLUSION	52
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	53
Liste des tableaux	59
Liste des figures	59
Liste des photos et planches	59
TABLE DES MATIERES	60